



Le Premier ministre écarte toute mesure d'austérité

**Sellal : «La situation se stabilisera en 2018»**

Le Premier ministre rassure une nouvelle fois sur la santé économique de l'Algérie, en affirmant que le pays dispose de moyens pour faire face à la crise pétrolière, en attendant la stabilisation de la situation en 2018.

Page 3

Dans certaines spécialités

**60% de taux d'échec en première année universitaire**

Page 4

84 morts et de nombreux blessés dans un attentat

## Nuit d'horreur à Nice

Quelques minutes après la fin du feu d'artifice donné à Nice pour célébrer la fête nationale, un camion a foncé sur la foule qui se trouvait sur la Promenade des Anglais.

● Une Algérienne parmi les victimes

Page 2



Mosquée d'Alger

**Lancement de la décoration avant janvier prochain**

Page 5



Il s'engage dans de nouveaux métiers

**Cosider préserve ses performances financières**

présenté par son P-DG, Lakhdar Rekhroukh, lors d'une cérémonie organisée, jeudi soir, en hommage aux cadres du groupe. Le chiffre d'affaires a ainsi atteint les 104% des prévisions qui tablaient sur un CA de 135 milliards de DA. La progression appréciable de ce résultat a permis de réaliser un bénéfice net de l'ordre de 24 milliards de DA avec une contribution de neuf milliards de DA aux recettes fiscales nationales contre quatre mds DA en 2014. Ainsi, la valeur ajoutée, maintenue à hauteur de 52% de l'activité du conglomérat public de Btph, a évolué de 34% en 2015 par rapport à l'année précédente, a noté le même responsable, également président en exercice de l'Union nationale des entrepreneurs publics (Unep).

En parallèle, le plan de charge du groupe, c'est-à-dire la valeur globale des marchés qui lui sont confiés, a avoisiné 531 milliards de DA à la fin 2015, ce qui correspond à trois années d'activités. Selon M. Rekhroukh, environ 90 milliards de DA de ce plan de charge représentent de nouveaux projets obtenus par le différentes filiales du groupe et ce, en dépit de la difficile situation que traverse le pays au plan des ressources budgétaires suite à la chute des cours mondiaux de pétrole. En outre, les investissements consentis par Cosider au cours de l'année 2015 s'élèvent à près de 12 milliards de DA avec une création d'emplois de l'ordre de 7 000 postes portant l'effectif du groupe à 38 600 travailleurs.

Page 6

Refonte du baccalauréat

**Des experts et pédagogues présentent des propositions**

La refonte du baccalauréat est une option sur laquelle planche actuellement le ministère de l'Education nationale en coordination avec l'ensemble des institutions et partenaires sociaux. Les propositions sont multiples et le dernier mot reviendra au gouvernement.

Page 4



Le groupe public Cosider (bâtiment et travaux publics) a maintenu en 2015 un rythme de croissance soutenu de son bilan financier et a investi de nouveaux créneaux pour préserver à long terme ses performances dans un contexte économique difficile.

Sur le plan financier, Cosider a réalisé un chiffre d'affaires de 141 milliards de DA en 2015, en hausse de 26% par rapport à celui de l'année précédente qui s'était établi à 112 milliards de DA, selon un bilan

# EVENEMENT



## 84 morts et de nombreux blessés dans un attentat

# Nuit d'horreur à Nice

Quelques minutes après la fin du feu d'artifice donné à Nice pour célébrer la fête nationale, un camion blanc a foncé sur la foule qui se trouvait sur la Promenade des Anglais.



Par Sofiane Aït Mohamed

La France est, une nouvelle fois, visée par le terrorisme. Cette fois, c'est la station balnéaire de Nice, très prisée qui est ciblée. Bilan 84 morts et de nombreux blessés, jeudi, jour de la Fête nationale.

Quelques minutes après la fin du feu d'artifice donné à Nice pour célébrer la fête nationale, un camion blanc a foncé sur la foule qui se trouvait sur la Promenade des Anglais. Le massacre s'est étendu sur 2 km. 84 tués, 18 blessés en urgence absolue et 50 blessés légers, indique-t-on. Certaines victimes ont déjà été identifiées. Selon les informations du journal français *Le Figaro*, le suspect avait loué un camion frigorifique deux jours auparavant à Saint-Laurent-du-Var, commune limitrophe de Nice. Il s'agit de Mohamed Lahouaïj-Bouhlel, un franco-tunisien. La location courait sur plusieurs jours. L'auteur de l'attentat était connu des services de police, mais pas pour des faits

liés au terrorisme. Après une course meurtrière de deux kilomètres, l'homme a sorti un pistolet, tirant à plusieurs reprises. Il a finalement été abattu par la police. Ses papiers d'identité et une carte de crédit ont été retrouvés dans le camion par les enquêteurs. Des armes factices et des grenades inopérantes ont également été saisies à l'arrière du véhicule. Ce Franco-Tunisien de 31 ans était domicilié à l'est de Nice. Quelque 30 000 personnes assistaient en effet jeudi soir au feu d'artifice sur la très touristique Promenade des Anglais, a annoncé hier, la mairie de Nice interrogée par l'Agence France-Presse. La Promenade des Anglais reste fermée «jusqu'à nouvel ordre», a confirmé la mairie. Une dizaine d'enfants, parfois très jeunes, figurent parmi les victimes, révélait hier sur Europe 1, Christian Estrosi, ancien maire de Nice et président LR de la Région Paca. C'est la première fois que l'on compte des enfants parmi les victimes d'un attentat

terroriste en France. Une cinquantaine d'enfants ont également été hospitalisés à la Fondation Lanval, hôpital pédiatrique de Nice. Deux d'entre eux ont succombé à leurs blessures vendredi matin. Dans le lot des victimes figurent aussi des touristes. Des étrangers de diverses nationalités ont été tués dans l'attaque. Le Département fédéral des affaires étrangères (Dfae) a confirmé la mort d'au moins une personne suisse. Une Russe, une Arménienne, un Tunisien et un Ukrainien ont perdu la vie. Deux Américains ont été tués, a annoncé le porte-parole du département d'Etat, John Kirby. Il s'agit de Sean et Brodie Copeland. Un père de 51 ans et son fils de 11 ans venus du Texas. Trois Allemands, deux élèves et une professeure, font également partie des victimes, a annoncé le Quay d'Orsay. Ils réalisaient un voyage scolaire pour fêter leur réussite au baccalauréat. Le ministère belge des Affaires

étrangères a déclaré être sans nouvelles d'une vingtaine de Belges. Parmi les dizaines de blessés enregistrés, figurent au moins un Britannique, selon Londres, et deux Roumains, actuellement hospitalisés, rapporte Bucarest. La direction générale de la santé fait état de 188 patients pris en charge dans les établissements de santé des Alpes-Maritimes. 48 sont en urgence absolue, dont 25 en réanimation. Un dispositif de prise en charge médico-psychologique a été mis en place à Nice sur plusieurs sites afin d'accompagner les familles et les patients impliqués. La recherche des personnes disparues s'organise à travers notamment les réseaux sociaux. Le gouvernement français a ouvert une cellule téléphonique interministérielle d'aide aux victimes. L'attentat de Nice est le 2<sup>ème</sup> en moins d'une année après ceux de Paris qui ont ciblé, en novembre 2015, plusieurs endroits et fait 130 morts.

S. A. M.

### Les recherches se poursuivaient

## Une Algérienne parmi les victimes

Elle s'appelle Zahia Rahmouni, née Serkousse. Elle avait 65 ans et habitait à la cité Ziadia, à Constantine. Elle figure parmi les victimes rapportées par le journal électronique TSA citant sa famille. La victime, qui a perdu la vie sur les lieux du carnage, était accompagnée de sa fille et son neveu, présents dans la foule pour assister au feu d'artifices. La ressortissante algérienne a été retrouvée gisant à même le sol après le carnage.

«C'est par miracle que sa fille et son neveu ont eu la vie sauve», confie un proche de la famille. «Le petit a échappé à la vigilance de sa mère qui a couru pour le rattraper. C'était au moment où l'assassin écrasait la victime avec plusieurs autres».

La famille de la défunte se préparait, hier, pour se rendre en France afin de rapatrier le corps de la maman, partie chez sa fille. Son fils Mehdi n'a pas pu prononcer un mot malgré notre insistance.

T. G.

## La Tunisie condamne fortement et appelle à la solidarité

La Tunisie a fortement condamné hier l'attaque lâche commise par un chauffeur de camion, qui a fait au moins 84 morts à Nice, son président Béji Caïd Essebsi appelant à la solidarité dans la lutte contre le terrorisme.

«La Tunisie condamne fortement l'attaque terroriste lâche qui a visé la ville de Nice» (sud-est de la France) et «exprime ses vives condoléances à la France et à son peuple», a indiqué dans un communiqué le ministère tunisien des Affaires étrangères. Elle «réitère l'expression de son soutien total à la France dans ses efforts visant à lutter contre le fléau du terrorisme», a-t-il ajouté.

La présidence de la République a, par ailleurs, indiqué que le chef de l'Etat, Béji Caïd Essebsi, s'était rendu en matinée à la résidence de France, près de Tunis, pour «exprimer sa consternation, sa solidarité et sa profonde tristesse» à l'ambassadeur François Gouyette.

«C'est un acte ignoble et nous le combattons ensemble, en nous montrant solidaires. Ces pays amis ont besoin d'une France forte», a-t-il ajouté, selon la même source.

M. Essebsi a, en outre, adressé un courrier à son homologue français François Hollande, a-t-on précisé.

Le chauffeur du camion qui a foncé dans la foule jeudi soir, tuant au moins 84 personnes avant d'être abattu par la police, a été «formellement identifié». Il s'agit d'un Franco-Tunisien domicilié à Nice.

La Tunisie, tout comme la France, a été frappée depuis début 2015 par une série d'attaques terroristes qui ont fait des dizaines de victimes, dont 59 touristes étrangers.

L'état d'urgence, instauré après un attentat-suicide en plein Tunis le 24 novembre (12 agents de la sécurité présidentielle tués), a été prolongé le mois dernier.

Les deux pays, qui figurent parmi les nations comptant le plus de ressortissants au sein d'organisations terroristes dont le groupe terroriste autoproclamé Etat islamique (Daech/EI), ont annoncé, à l'automne dernier, un renforcement de leur coopération sécuritaire.

T. A.

## Le Président Bouteflika indigné

Le président de la République, Abdelaziz Bouteflika, a exprimé hier sa «profonde indignation» suite à l'attaque terroriste commise dans la nuit du 14 juillet à Nice, en précisant dans un message à son homologue français, François Hollande, que «l'Algérie condamne énergiquement cet acte barbare».

«C'est avec une profonde indignation que j'ai appris l'horrible attentat terroriste qui vient d'endeuiller la France à Nice, faisant des dizaines de morts et de nombreux blessés», a écrit le président Bouteflika dans son message.

«L'Algérie condamne énergiquement cet acte barbare. Elle réitère sa conviction que le terrorisme qui n'a ni nationalité ni religion et qui ne reconnaît aucune frontière, interpelle toute la communauté internationale pour faire front face à ce fléau, avec une solidarité plus effective et sous l'égide des Nations unies», a précisé le Chef de l'Etat.

«En cette tragique circonstance, je vous

exprime au nom du peuple algérien, de son gouvernement et en mon nom propre, nos plus sincères condoléances à vous-même, au peuple français et aux familles des victimes, et vous assure aussi de la solidarité de l'Algérie avec la France amie», a ajouté le Président de la République qui a assuré M. Hollande de son soutien devant cette épreuve.

Par ailleurs, le ministère des Affaires étrangères a indiqué, dans un communiqué, que l'Algérie «condamne avec force» l'attaque terroriste et continuera à apporter sa contribution aux efforts de la communauté internationale pour éradiquer ce phénomène. «L'Algérie condamne avec force l'attaque terroriste perpétrée la nuit du 14 juillet dans la ville de Nice et exprime sa compassion et sa solidarité à la France, au peuple français et aux familles des victimes», précise le ministère des Affaires étrangères.

«Le terrorisme lâche et aveugle qui a, à nouveau, sévi en France et qui continue de

frapper dans de nombreuses régions à travers le monde, a atteint des niveaux de barbarie et de cruauté qu'aucune raison ne peut assimiler, car attentant à toutes les valeurs, à toutes les croyances et à tous les préceptes religieux et moraux», souligne la même source.

«L'Algérie qui a subi les affres du terrorisme et qui a réussi à s'en défaire, seule, grâce à la détermination et aux sacrifices de son peuple, continuera à apporter sa contribution aux efforts de la communauté internationale visant à éradiquer ce phénomène et à venir à bout de la menace globale qu'il représente pour la sécurité des peuples et la stabilité et la paix dans le monde», ajoute le ministre des Affaires étrangères.

L'attentat de Nice où un camion a foncé dans la foule jeudi soir, en pleine célébration de la Fête nationale française du 14 juillet, a fait 84 morts, selon le dernier bilan du ministère français de l'Intérieur.

Riad D.

Le Premier ministre écarte toute mesure d'austérité

# Sellal : «la situation se stabilisera en 2018»

**Le Premier ministre rassure une nouvelle fois sur la santé économique de l'Algérie, en affirmant que le pays dispose de moyens pour faire face à la crise pétrolière, en attendant la stabilisation de la situation en 2018.**



Par M. Ait Chabane

**P**rofitant de la visite de travail qu'il a effectuée, jeudi dernier, dans la wilaya de Oum El Bouaghi, Abdelmalek Sellal a rassuré que «la politique de l'Etat ne sera pas orientée

vers l'austérité», sans toucher les acquis sociaux des Algériens, tout en continuant sur la même dynamique anti-crise par la rationalisation des dépenses publiques, notamment celles liées aux budgets de fonctionnement et d'équipement. «Malgré le choc engendré par la chute des prix du

pétrole, aucune usine n'a été fermée et aucun travailleur n'a été licencié», a-t-il indiqué, affirmant par là même que la situation ira en s'améliorant, d'autant que les réserves de change ne baisseront pas en deçà des 100 milliards de dollars à la fin de l'année en cours, et que les recettes de la fiscalité pétrolière vont augmenter pour atteindre 45 milliards de dollars en 2018 (35 mds en 2017 et 30 mds en 2016). Et le Premier ministre de fustiger «ceux qui, de l'intérieur ou de l'extérieur du pays, tentent de nuire à la stabilité de l'Algérie», expliquant par là même que «les secteurs de l'agriculture et de l'industrie ont évolué de manière substantielle» en termes d'investissements, générant «un taux de croissance de 3,5% en 2017 pour atteindre 4% en 2018». Mettant en évidence un travail titanesque de l'Etat pour «redonner espoir aux Algériens et consacrer la stabilité économique et sécuritaire du pays», Abdelmalek Sellal a déclaré que «les réserves de change vont s'établir autour de 116 milliards de dollars en 2016 et ne baisseront pas en dessous de 100 milliards de dollars quelles qu'en soient les circonstances». Par ailleurs, le Premier ministre a procédé à l'inauguration de plusieurs projets relevant de différents secteurs à l'exemple du projet de transfert des eaux de Beni Haroun (Mila) - Ouarkiss (Oum El Bouaghi) - Koudiet Lemdouar (Batna) à partir de la station de pompage de Aïn Kercha alimentée via le barrage réservoir d'Oued El Athmania. Il a posé aussi dans la commune de Sigus, la première pierre d'une cimenterie du groupe public industriel des ciments d'Algérie (Gica). Abdelmalek Sellal a également inauguré une laiterie et une ferme d'élevage de même qu'un projet de création d'une zone d'activités dans la commune d'Ouled Gacem.

## L'emprunt obligataire va collecter 612 milliards de DA

L'emprunt obligataire, lancé en avril dernier, a permis de collecter un montant de plus de 461 milliards de dinars, a déclaré le Premier ministre, Abdelmalek Sellal. «Lorsque nous avons sollicité l'aide de nos concitoyens à travers l'emprunt obligataire, nous nous sommes fixés un seuil de 400 milliards de dinars, mais à l'heure où je vous

parle, nous avons atteint le montant de 461,72 milliards de DA», a-t-il indiqué. Abdelmalek Sellal a précisé que le FCE s'était engagé à «se souscrire, dans les prochaines semaines, avec un montant de 150 mds DA, ce qui va permettre d'atteindre un montant global de 612 mds DA». «Cela atteste la confiance des citoyens algériens en leur Etat et en leur Président Abdelaziz Bouteflika», a-t-il assuré.

## «Nous n'avons aucun problème avec la presse»

Le Premier ministre a indiqué que l'Etat n'avait aucun problème avec la presse, soulignant qu'il «n'y a aucun journaliste emprisonné à cause de ses opinions». «Nous n'avons aucun problème avec la presse. Les journalistes sont libres, mais ils sont tenus de respecter l'éthique et les institutions de l'Etat», a-t-il déclaré. Il ajouta que «nous n'emprisonnons aucun journaliste en raison de ses opinions, mais la diffamation, l'injure, l'insulte et l'atteinte à la dignité des personnes et des familles ne fait pas partie de nos traditions». Abdelmalek Sellal a, dans ce cadre, appelé l'élite algérienne à contribuer à «la promotion des valeurs de la société et à corriger la situation par le recours aux bonnes méthodes», estimant que le problème «est d'ordre moral et civilisationnel en premier lieu».

Il a, par ailleurs, salué la qualité des résultats obtenus dans l'examen du baccalauréat cette année, notamment dans la filière des mathématiques.

M. A. C.

## Pratique politique Ghoul appelle à une charte de déontologie

Le président de Tajamoue Amal El Djazaïr (TAJ), Amar Ghoul, a appelé, jeudi à Alger, la classe politique à «adopter une charte de déontologie de la pratique politique et à la respecter pour être à l'avant-garde».

Lors d'une rencontre avec les cadres et militants du parti, M. Ghoul a souligné la nécessité «d'exercer l'activité politique dans un cadre déontologique, en présentant de nouveaux programmes et de nouvelles propositions servant l'intérêt du pays pour être à l'avant-garde sur les plans régional et international».

Dans ce contexte, le président de TAJ a appelé l'opposition à «bannir la culture de l'injure et de l'offense en vue de préserver la sécurité et la stabilité du pays», soulignant que «l'Algérie a actuellement besoin de tous ses enfants pour poursuivre une pratique politique saine qui sert les intérêts suprêmes du pays».

Il a insisté sur l'impératif de «faire face à toutes les tentatives visant à ternir l'image de l'Algérie, en brandissant l'espoir et en poursuivant l'action pour réaliser un développement au service des générations montantes».

Evoquant les prochaines élections législatives et locales, M. Ghoul a qualifié ces échéances «d'étape décisive et charnière», appelant les formations politiques à «une participation active, en présentant des programmes et des propositions servant l'intérêt du pays».

T. Y.

Selon le ministre de la Communication

## L'Etat n'a pas l'intention de fermer le groupe El Khabar

**L**e ministre de la Communication, Hamid Grine, a réaffirmé, jeudi à Oran, que «l'Etat n'a pas l'intention de fermer le groupe El Khabar».

Aux questions de journalistes sur les réactions au sujet de la décision de la justice d'annuler la transaction de cession d'actifs du groupe El Khabar, le ministre a déclaré que «l'Etat n'a pas l'intention de fermer le groupe El Khabar, contrairement à ce qu'a véhiculé la presse au lendemain de la prononciation de la décision de la justice».

M. Grine a ajouté, dans une déclaration à la presse, au terme de sa visite de travail à Oran et d'inspection des infrastructures relevant de son secteur, que l'affaire de transaction du groupe El Khabar présentée devant la justice a été entourée d'un tapage médiatique et une politisation allant jusqu'à l'invective et la diffamation par certains journaux.

Le ministre a salué, au passage, la décision «souveraine» de la justice qui n'a pas été affectée par le tapage médiatique et les réactions politiques.

Par la même occasion, M. Grine a appelé à l'arbitrage en faisant prévaloir l'esprit de

responsabilité et de respect des lois, tout en insistant sur la nécessité d'éviter tout type de diffamation et valoriser les acquis de la presse.

Le ministre a mis l'accent également sur le développement des libertés en Algérie dont la liberté d'expression garantie par la Constitution algérienne, mettant en exergue la place qu'occupe l'Algérie dans ce domaine, en tant que leader en liberté devant plusieurs pays du monde.

Le ministre a exprimé, en outre, son optimisme quant à l'installation de l'Autorité de régulation de l'audiovisuel, surtout en ce qui concerne son organisation et sa modernisation suivant les lois, ajoutant que l'Etat poursuit l'application des lois visant à conformer des chaînes télévisées avec les dispositions du cadre légal.

Par ailleurs, l'avocat du ministère de la Communication, Maître Nadjib Bitam a déclaré, jeudi à Alger, que le journal El Khabar était tenu de régulariser sa situation juridique après la notification de la décision d'annulation de la transaction de cession d'actifs du groupe El Khabar au profit de Ness-Prod

(filiale du groupe Cevital), rendue mercredi par le tribunal administratif de Bir Mourad Raïs.

Il a indiqué qu'en cas de non-respect de cette obligation juridique et judiciaire, «les responsables du journal assumeront les conséquences, qui peuvent aller, a-t-il dit, à des poursuites pénales conformément aux dispositions des lois en vigueur, car toutes les clauses du contrat sont nulles».

A la question de savoir si les actionnaires d'El Khabar étaient obligés de rembourser à Ness-Prod le montant de la transaction, Maître Bitam a indiqué que le ministère de la Communication ne peut pas intervenir, estimant que le remboursement aura lieu, soit à l'amiable, soit par voie de justice.

Affirmant que cette affaire était «purement commerciale» et que le ministère de la Communication s'est référé dans son action au Code de l'Information de 2012, Maître Bitam a rappelé que la loi relative à l'Information en Algérie interdit le monopole des médias par une même personne morale, comme c'est le cas dans de nombreux pays.

Riad D.

Refonte du baccalauréat

# Des experts et pédagogues présentent des propositions

La refonte du baccalauréat est une option sur laquelle planche actuellement le ministère de l'Éducation nationale en coordination avec l'ensemble des institutions et partenaires sociaux. Les propositions sont multiples et le dernier mot reviendra au gouvernement.



Par Karima Nacer

La méthode choisie actuellement pour l'organisation de l'examen du baccalauréat est remise en cause par l'ensemble des acteurs du secteur et sa refonte serait inévitable. C'est pourquoi, la ministre de l'Éducation se penche actuellement sur la question. Plusieurs propositions sont en train d'être peaufinées à la lumière d'une série de rencontres avec l'ensemble des institutions et partenaires sociaux. Plusieurs hypothèses de réaménagements de l'examen du Bac ont été envisagées par les experts et les professionnels de l'Éducation. Réduction de la durée des épreuves, enseignement des

matières scientifiques (mathématiques, physique et science naturelle) en langue française, nécessité de revoir le contenu des programmes du baccalauréat, ... se sont là, en résumé, les propositions des pédagogues et des universitaires pour la refonte du bac qui demeure inévitable. En effet, lors d'un atelier national sur la refonte du baccalauréat, le recteur de l'université de Boumerdès, Abdelhakim Bentellis a proposé la réduction de la durée des épreuves à moins de cinq jours pour atténuer la pression psychologique que subissent les candidats et leurs familles, d'autant plus, a-t-il dit, que la durée du baccalauréat algérien est la plus longue. Il a proposé, en outre, d'organiser les exa-

mens des matières littéraires durant la deuxième année secondaire ou l'examen oral pour certaines matières, notamment littéraires et d'habituer l'élève à faire des recherches. De son côté, le directeur général de la recherche au ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Abdelhafid Aourag, a mis l'accent sur les difficultés que rencontrent les étudiants de la première année universitaire en matière de langues étrangères, préconisant l'enseignement des matières scientifiques (mathématiques, physique et science naturelle) en langue française d'autant que la plupart des ouvrages disponibles sont en langue étrangère. Par ailleurs, l'inspecteur

général du ministère de l'Éducation nationale, Nedjadi Messeguem, a souligné la nécessité de revoir le contenu des programmes du baccalauréat. Pour sa part, le conseiller au ministère de l'Éducation nationale, Mohamed Chaïb Draâ Tani a indiqué que la tutelle a dégagé six propositions, allant de la réforme graduelle du baccalauréat et l'introduction de l'évaluation continue à la réduction de la durée de l'examen.

Les propositions formulées dans le cadre de cette démarche vont, a-t-il indiqué, du maintien de l'examen tel quel en amendant uniquement le programmation, à la réduction du nombre de jours à trois pour les matières essentielles, alors que d'autres ajoutent l'introduction d'une épreuve de langue française ou anglaise, à l'organisation d'une session en deuxième année secondaire et d'une autre en classe de terminale. Selon Chaïb Draâ Tani, les réformes seront graduelles et s'étaleront jusqu'à 2020, ajoutant que l'évaluation continue peut être introduite dès l'année prochaine pour les classes de terminale. Trois ateliers ont été constitués entre les deux ministères, le premier sur «la refonte du baccalauréat», le deuxième sur «la conception et l'élaboration des sujets» et le troisième sur «l'évaluation continue et autres innovations».

La ministre de l'Éducation compte présenter à l'opinion publique le travail définitif et les propositions prises en considération, mais le dernier mot revient au gouvernement.

K. N.

Questions arabes et africaines

## Coordination «totale» entre l'Algérie et l'Égypte

L'Égypte et l'Algérie sont «en totale» coordination en ce qui concerne les questions arabes et africaines, a indiqué, jeudi à Kigali (Rwanda), le ministre égyptien des Affaires étrangères, Sameh Choukri.

«Nous tenons toujours à rencontrer nos homologues algériens et à coordonner avec eux en ce qui concerne les questions africaines et arabes d'intérêts communs», a précisé M. Choukri à l'issue d'un entretien avec le ministre d'État, ministre des Affaires étrangères et de la Coopération internationale, Ramtane Lamamra.

Il a affirmé que les deux pays sont liées par des «relations particulières» et cela conformément aux orientations du président de la République, Abdelaziz Bouteflika, qui insiste pour que l'Algérie et l'Égypte soient «solidaires et complémentaires» dans les décisions.

«L'Égypte et l'Algérie veulent renforcer davantage leur relations bilatérales pour le bien des peuples des deux pays et afin de faire face ensemble aux défis», a-t-il ajouté.

L'entretien s'est déroulé en marge des travaux de la 29<sup>ème</sup> session ordinaire du Conseil exécutif de l'Union africaine, à laquelle prend part M. Lamamra, qui représente l'Algérie aux travaux préparatoires de la 27<sup>ème</sup> Conférence des chefs d'État et de gouvernement de l'UA.

R. N.

Pour finaliser les préparatifs du 27<sup>ème</sup> Sommet arabe

## Une délégation de la Ligue arabe à Nouakchott

Une délégation du secrétariat général de la Ligue des États arabes est attendue jeudi à Nouakchott pour s'enquérir des dispositions prises par le gouvernement mauritanien en prévision du 27<sup>ème</sup> Sommet arabe prévu les 25 et 26 juillet prochains.

Les délégations arabes participant à ce sommet devront commencer à arriver en Mauritanie le 19 juillet. Les réunions préparatoires des délégués et des hauts responsables débiteront le 20 juillet et seront suivies des réunions du conseil économique et social et des ministres des Affaires étrangères, selon des sources médiatiques mauritaniennes.

Le secrétaire général adjoint aux affaires administratives et financières de la Ligue arabe, président du comité d'organisation du Sommet arabe et président de la délégation de la Ligue arabe a indiqué à ce propos que de «nombreuses rencontres ont été organisées entre le secrétariat général de la Ligue arabe et les parties concernées en Mauritanie pour finaliser les préparatifs du Sommet».

Le secrétaire général de la Ligue arabe, Abou el Gheit, s'est réuni dans ce cadre avec les responsables des différents secteurs du secrétariat de la Ligue pour passer en revue les dispositions liées aux réunions du conseil économique et social de la Ligue arabe au niveau des ministres qui précéderont le Sommet arabe.

R. N.

Dans certaines spécialités

# 60% de taux d'échec en première année universitaire

Par Nacera Bechar

Le secrétaire général du ministère de l'Enseignement supérieur, Seddiki Mohamed Salah Eddine, a révélé jeudi un chiffre alarmant par rapport au nombre de bacheliers qui échouent en première année universitaire. Le taux d'échec a atteint 50 à 60%, selon ce responsable. Selon M. Seddiki, les causes de cet échec est la mauvaise orientation.

Dans une déclaration en marge d'un atelier national sur «la refonte du baccalauréat», le responsable au niveau du ministère de l'Enseignement supérieur a expliqué que le plus grand taux d'échec en première année universitaire est enregistré dans les spécialités des sciences technologiques.

Selon M. Seddiki, l'analyse montre que l'examen du baccalauréat «ne reflète pas le savoir acquis par l'élève durant son cursus scolaire». Il a estimé que la note du baccalauréat doit correspondre à l'orientation en comptabilisant par exemple les notes des matières essentielles. Ainsi, on peut comprendre qu' avoir une bonne moyenne en Bac sciences par exemple ne veut pas dire que le bachelier doit être orienté vers, par exemple, la médecine alors que sa note en sciences naturelles n'est pas importante. Selon des témoi-

gnages dans des écoles préparatoires, le taux de réussite n'a pas dépassé les 40%. Cependant, le malheur, c'est que ces étudiants ont juste le choix de s'inscrire dans universités normale, car ils ne peuvent refaire l'année au niveau des écoles préparatoires. Ce qui veut dire une charge de plus pour l'université en plus des nouveaux bacheliers pour cette année, sachant que le taux de réussite au Bac 2016 est de moins de 50%. Dans son intervention, M. Seddiki a souligné que la rencontre qui regroupe des experts des ministères de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique et de l'Éducation nationale vise à «améliorer le système d'évaluation du baccalauréat partant d'une vision globale du système des examens officiels». Le responsable estime que l'engagement d'une réflexion pour une nouvelle conception du baccalauréat peut constituer un premier pas de la réforme globale du cycle d'enseignement secondaire. Selon lui, la refonte du baccalauréat doit «avoir une approche globale, une démarche participative». «La réforme du baccalauréat ne doit pas être considérée comme étant une fin en soi, mais plutôt comme un processus de développement visant à améliorer les compétences des bacheliers et renforcer leurs connaissances». Ce responsable soutient le cibra-

ge des connaissances à évaluer chez l'élève, outre la nécessité de faire la distinction entre les différentes branches, en réajustant les matières d'examen dans chaque branche et en s'assurant que chaque coefficient est établi suivant la nature et les caractéristiques de la branche. Pour sa part, le SG du ministère de l'Éducation nationale, Abdelhakim Belabed, a affirmé que le dossier de la réforme du baccalauréat, qui est en phase d'examen, sera soumis à d'autres parties qui prendront «des décisions souveraines» avant la soumission des conclusions à des experts puis au gouvernement et au Conseil des ministres, qui est habilité à trancher cette question avec «professionnalisme et objectivité». Il a rappelé les points qui font polémique, notamment «la durée de l'examen du baccalauréat, qui est actuellement de cinq jours, la prise en compte des évaluations continues et la refonte de cet examen», citant les péripéties enregistrées lors de la session 2016 avec la fuite de certains sujets, d'où la nécessité de la refonte de cet examen.

Enfin, il a expliqué que la refonte du Bac inclura la révision de l'organisation, du fonctionnement et des prérogatives de l'Office national des examens et des concours (Onec).

N. B.

Mosquée d'Alger

# Lancement de la décoration avant janvier prochain

**La concrétisation de la Mosquée d'Alger avance à pas sûrs. Après les grands travaux, c'est au tour de la décoration. En effet, le ministre de la Population, de l'Urbanisme et de la Ville, Abdelmadjid Tebboune, a annoncé, jeudi à Alger, le lancement prochain d'un appel d'offres national et international pour le choix d'un bureau d'études qui se chargera des opérations de décoration et d'ornement de la Grande mosquée d'Alger, deuxième plus grand édifice après les deux Lieux Saints.**



Par Rachid Chihab

**A** l'issue d'une réunion avec le ministre des Affaires religieuses et des Wakfs, Mohamed Aïssa, en présence des cadres des deux ministères, M. Tebboune a déclaré qu'«il a été procédé à l'adoption officielle du document relatif aux détails de d'aspect final de la mosquée avant l'amorce de l'étape d'exécution». Un «appel d'offres sera lancé pour le choix du bureau d'études habilité à prendre en charge la finalisation de la mosquée au cours de la première semaine d'août au plus tard», a-t-il ajouté.

Quant à la date de lancement des travaux de décoration, le ministre dira que les travaux de décoration et d'ornement de la salle de prière devraient débuter à la fin de l'année en cours après l'achèvement des grands travaux, estimant que la réalisation de la

mosquée avance à une bonne cadence comme prévu.

La petite coupole qui couvrira la salle de prière sera installée fin août, selon les déclarations de M. Tebboune, tandis que la grande coupole sera réceptionnée en octobre prochain, après sa fabrication en Chine, pour procéder à son installation quelques semaines après.

Le ministre des Affaires religieuses et des Wakfs, M. Mohamed Aïssa a, pour sa part, affirmé que les versets coraniques, les hadiths et les calligraphies qui orneront la Grande mosquée d'Alger conféreront à ce lieu sacré une âme et une identité inspirées de l'appartenance civilisationnelle de l'Algérie. Ces ornements refléteront l'identité culturelle algérienne et constitueront une œuvre d'art qui raconte l'histoire des civilisations qui se sont succédé dans notre pays, a-t-il estimé.

Pour rappel, les ministères

de l'Habitat et des Affaires religieuses ont procédé, en mai 2015, à l'installation d'une commission conjointe qui a pour mission de choisir les versets coraniques et les hadiths qui orneront cet édifice religieux en tenant compte du cachet architectural algérien et de l'identité nationale dans toutes ses dimensions. Elle devrait soumettre les résultats de son travail au Président de la République en octobre 2016. La commission adoptera «prochainement» le cahier des charges relatif à l'appel d'offres contenant tous les éléments techniques des opérations d'ornement et de décoration, de revêtement des murs et des sols ainsi que le choix des calligraphes et artisans qui seront en charge de l'exécution du projet. Le ministre a souligné, lors de la réunion, l'importance de choisir un bureau d'études algérien ou étranger qui a une expérience probante dans ce

genre de projets et ce, avant la prochaine rentrée sociale, insistant sur la nécessité de donner la priorité aux artisans algériens.

La Grande mosquée d'Alger, symbole de l'Algérie indépendante, deviendra «un centre de rayonnement intellectuel et culturel» grâce aux nombreuses structures qu'elle referme, a affirmé M. Aïssa.

S'étendant sur plus de 20 ha, la Grande mosquée d'Alger compte une salle de prière d'une superficie de 20 000 m<sup>2</sup>, une esplanade et un minaret d'une hauteur de 270 m, outre une bibliothèque, un centre culturel, une maison du Coran, des jardins, un parking, des bâtiments administratifs ainsi que des espaces réservés à la restauration.

Lancé en 2012, le projet est supervisé par la Société chinoise de réalisation China State Construction Engineering Corporation (Cscecs).

R. C.

Lutte contre les violences faites aux femmes

## Le Conseil exécutif approuve la Plate-forme d'Alger

Le Conseil exécutif de l'Union africaine (UA) a approuvé, lors de sa 29<sup>ème</sup> session ordinaire tenue mercredi à Kigali (Rwanda), la Plate-forme d'Alger sur le rôle des organes de sécurité pour mettre fin aux violences faites aux femmes et aux filles en Afrique.

Le Conseil, dont les travaux se sont achevés jeudi soir, a approuvé le point proposé par l'Algérie intitulé la «Lutte contre la violence faite aux femmes et aux filles en Afrique, notamment le rôle des organes de sécurité pour y mettre fin».

Il s'est félicité de la tenue de la 5<sup>ème</sup> Assemblée générale sur La Déclaration internationale de Kigali les 7 et 8 mars 2016 à Alger et de l'adoption à cette occasion de la Plate-forme d'Alger.

Le Conseil a approuvé les recommandations issues de la Plate-forme d'Alger et invité les Etats membres à les mettre en œuvre, notamment, mais sans s'y limiter, à travers l'adoption des cadres juridiques relatifs aux violences faites aux femmes et aux filles et les adapter aux instruments internationaux et régionaux ratifiés, de manière à y mettre fin.

Il s'agit aussi de faciliter les enquêtes, les poursuites judiciaires et la prise en charge des victimes, l'élaboration des programmes d'action visant l'élimination de toutes les formes de violences contre les femmes, en ligne avec l'Agenda 2063 et les objectifs du développement durable.

Les Etats membres sont appelés aussi au développement du professionnalisme des organes de sécurité africains en vue de renforcer leur efficacité à travers l'élaboration de politiques adéquates visant à mettre fin à la violence faite aux femmes et aux filles.

Le Conseil invite également les pays africains à encourager les politiques de recrutement des femmes à tous les échelons des organes sécuritaires, tout en veillant à leur accès aux postes de responsabilité.

Il appelle aussi à l'adoption de mesures appropriées afin d'améliorer la coopération entre les services de sécurité des Etats membres de l'UA, à travers le «mécanisme de coopération policière africaine» (Afripol).

Le Conseil exécutif réaffirme, dans ce cadre, tel que souligné par la Plate-forme d'Alger, le rôle incontournable des services de sécurité en Afrique appuyés en cela par le mécanisme d'Afripol, notamment en termes d'échange d'information et de développement de bases de données, y compris celles relatives à la violence faite aux femmes et aux filles en Afrique à la faveur du plan d'action 2016-2018.

R. F.

Manifestation du 14 Juillet 1953 à Paris

# Six Algériens tués et 40 blessés par balles, un massacre oublié

**J**our pour jour, il y a 63 ans, de nombreux Algériens qui défilaient à Paris pour une Algérie indépendante, ont été ciblés par des balles de la police, un massacre oublié qui a fait six Algériens tués et une quarantaine de blessés.

Dans un carré d'une manifestation organisée par le Parti communiste français (PCF), qui n'était pas favorable à l'indépendance de l'Algérie, les Algériens ont répondu à l'appel du Mouvement pour le triomphe des libertés démocratiques (MtlD). Ils étaient encadrés par leur propre service d'ordre qui portait un brassard vert.

L'historien Emmanuel Blanchard a écrit dans son ouvrage

*14 juillet 1953 : répression coloniale, place de la Nation*, que «les circonstances de la répression de la manifestation du 14 Juillet 1953 ne sont pas encore exactement connues», indiquant que cet événement, occulté par la presse, «reste aujourd'hui encore «porté disparu». Mais il est catégorique en affirmant que la répression avait visé les Algériens qui, pourtant manifestaient pacifiquement. Durant le défilé, des parachutistes, de retour d'Indochine, provoquent et agressent les manifestants. Selon des historiens qui ont relaté cet événement, un court affrontement avec la police a eu lieu à la place de la Nation, et la manifestation s'est dispersée, mais les

Algériens, qui portaient «fièrement» le drapeau algérien, décidèrent de continuer à défiler pour se disperser un peu plus loin.

D'après plusieurs sources, la police a tiré «intentionnellement» et sans sommation sur les manifestants. Le bilan : six Algériens et un Français tués, une cinquantaine de manifestants sont blessés, dont 44 Algériens et 40 par balles. Pour les Algériens tués, il s'agit de: Amar Tabjadi, 26 ans, décédé à l'hôpital Saint-Louis, Abdallah Bacha, 25 ans, décédé à l'Hôtel-Dieu des suites d'une balle reçue dans la gorge, Larbi Daoui, 27 ans, tué d'une balle dans le coeur, Abdelkader Dranis, 31 ans, décédé à l'hôpital Saint-Louis,

Mohamed Isidore Illoul, 20 ans, décédé à l'hôpital Saint-Louis, Medjen Tahar, blessé par deux balles, décédé à l'hôpital Tenon.

Les corps des victimes algériennes ont été transportés à la mosquée de Paris pour le rituel musulman des morts, avant qu'ils ne soient exposés, le lendemain, à la Maison des Métallos.

Les autorités françaises ont refusé de faire rapatrier les corps en Algérie de deux Algériens pour des «raisons administratives», et parmi les corps transférés en Algérie, un a été subtilisé à sa famille par des militaires français.

Pour Emmanuel Blanchard, si cette «tuerie politique» ne fit pas véritablement un événement,

«c'est aussi parce qu'elle intervint à un moment où ces formes de maintien de l'ordre étaient monnaie courante dans l'empire et qu'elle fut par la suite occultée par le déclenchement de la guerre d'Indépendance algérienne».

Signalons qu'un film documentaire de 85 mn, *Les Balles du 14 Juillet 1953. Des manifestants algériens tués à Paris*, a été réalisé en 2014 par Daniel Kupferstein. Le cinéaste, qui avait déjà réalisé en 2011 le documentaire *17 octobre 1961, dissimulation d'un massacre*, a mené une longue enquête contre l'amnésie auprès de témoins, d'historiens et de familles des victimes.

R. N.

Il s'engage dans de nouveaux métiers

# Cosider préserve ses performances financières

**Le groupe public Cosider (bâtiment et travaux publics) a maintenu en 2015 un rythme de croissance soutenu de son bilan financier et a investi de nouveaux créneaux pour préserver à long terme ses performances dans un contexte économique difficile.**



**S**ur le plan financier, Cosider a réalisé un chiffre d'affaires de 141 milliards de DA en 2015, en hausse de 26% par rapport à celui de l'année précédente qui s'était établi à 112 milliards de DA, selon un bilan présenté par son P-DG, Lakhdar Rekhroukh, lors d'une cérémonie organisée, jeudi soir, en hommage aux cadres du groupe. Le chiffre d'affaires (CA) a ainsi atteint les 104% des prévisions qui tablaient sur un CA de 135 milliards de DA. La progression appréciable de ce résultat a permis de réaliser un bénéfice net de l'ordre de 24 milliards de DA avec une contribution de neuf milliards de DA aux recettes fiscales nationales contre quatre mds DA en 2014. Ainsi, la valeur ajoutée, maintenue à hauteur de 52% de l'activité du conglomérat public de BTPH, a évolué de 34% en 2015 par rapport à l'année précédente, a noté le même responsable, également président en exercice de l'Union nationale des entrepreneurs publics (UNEP).

En parallèle, le plan de charge du groupe, c'est-à-dire la valeur globale des marchés qui lui sont confiés, a avoisiné 531 milliards de DA à fin 2015, ce qui correspond à trois années d'activités. Selon M. Rekhroukh, environ 90 milliards de DA de ce plan de charge représentent de nouveaux projets obtenus par le différentes filiales du groupe, et ce, en dépit de la difficile situation que traverse le pays au plan des ressources budgétaires suite à la chute des cours mondiaux de pétrole. En outre, les investissements consentis par Cosider au cours de l'année 2015 s'élèvent à près de 12 milliards de DA avec une création d'emplois de l'ordre de 7.000 postes portant l'effectif du groupe à 38.600 travailleurs. Plus de sept milliards de DA de ces investissements ont été destinés à l'acquisition de nouveaux équipements ce qui a permis

de rénover une grande partie de l'outil de travail du groupe.

S'agissant de la répartition du chiffre d'affaires par filière, celle des travaux publics vient en première position avec une réalisation de l'ordre de 53,4 milliards de DA, soit une progression de 49% par rapport à 2014, suivie par les transports avec un résultat de 34,5 milliards de DA.

La filiale canalisation a, quant à elle, réalisé un chiffre d'affaires de 33 milliards de dinars, suivie par la construction avec un résultat de 31,7 milliards de DA, l'énergie (25,1 mds DA), la défense nationale (11,5 mds DA), l'habitat (10,25 mds DA), l'hydraulique (9,5 mds DA).

Le P-dg de Cosider a, pourtant, relevé que ces résultats «méritoires» ont été obtenus «dans un environnement difficile et contraignant marqué par des contraintes qui ont impacté le lancement et la cadence des travaux». Il s'agit notamment de «difficultés liées aux études des projets, de situations de retards dans des expropriations d'assiettes foncières et la non disponibilité, dans certains cas, des autorisations de programmes et de crédits de paiement», a-t-il détaillé. Pour l'exercice 2016, M. Rekhroukh s'attend à une poursuite des performances réalisées durant les six dernières années «compte tenu des chiffres arrêtés au premier semestre de l'année en cours.

Cependant, «les analyses et études font ressortir que l'année 2017 pourrait connaître l'apparition de difficultés liées notamment au ralentissement du rythme de certains projets qui figurent dans le plan de charge actuel ou au gel et au report de certains autres projets ou carrément leur annulation», a prévenu M. Rekhroukh.

Une telle perspective «aura, certes, pour conséquence de ralentir l'activité du groupe, mais renforcera notre volonté à tout mettre en oeuvre pour consacrer la

position de Cosider dans sa sphère d'activités», a souligné le patron du groupe public de BTPH.

## Une stratégie de riposte pour affronter la conjoncture actuelle

Ainsi, a-t-il poursuivi, Cosider s'est engagé dans la définition d'une stratégie de riposte qui «doit lui garantir de contenir les effets négatifs de la situation et de trouver des réponses appropriées aux exigences imposées par la conjoncture».

Dans cette optique, le groupe envisage d'engager «une concertation avec les pouvoirs publics sur l'outil national de réalisation pour ce qui concerne les projets stratégiques», et ce, afin «d'éviter un désengagement rapide et brutal de la réalisation des projets d'infrastructure», a fait savoir M. Rekhroukh, rappelant que le secteur du BTPH emploie actuellement plus de deux millions de travailleurs.

Cette nouvelle stratégie de riposte engagée par Cosider s'articule aussi autour de l'investissement dans de nouveaux créneaux et métiers comme l'industrie, l'agroalimentaire et la mise en valeur des terres agricoles, a indiqué son P-DG, ajoutant que le groupe est actuellement d'évaluation des opportunités existantes en la matière.

S'agissant du secteur de l'industrie, M. Rekhroukh a notamment évoqué un projet de fabrication de charpente métallique destinée à la construction et la réalisation d'une usine d'extrusion de profilés en PVC pour la fabrication de menuiseries pour bâtiments en partenariat avec une entreprise étrangère.

Il s'agit de projets «qui seront incessamment lancés», a-t-il dit.

De même, il est envisagé la mise en place d'un autre partenariat pour la création d'une unité de production de tuyaux en fonte d'une capacité annuelle de 100.000 tonnes pour

des diamètres de 450 à 1.200 millimètres pour les besoins du secteur de l'hydraulique.

Concernant le secteur de l'agriculture, Cosider est en phase de préparation pour le lancement d'importants investissements dans diverses régions du pays et portant, entre autres, sur le développement des filières céréaliculture et oléiculture avec l'acquisition très prochaine d'une concession agricole dans la wilaya de Khenchela.

Parallèlement, des investissements seront réalisés dans le domaine de la transformation des produits agricoles dans un souci de «contribuer avec efficacité au plan du gouvernement pour atteindre l'autosuffisance alimentaire», selon M. Rekhroukh.

Toutes ces actions devraient permettre à Cosider «d'améliorer ses performances, d'acquiescer de nouveaux parts de marché et de renforcer sa contribution au développement national», a-t-il souligné. **R. E.**

## 1<sup>er</sup> Grand expo de Annaba Participation de 47 opérateurs économiques

La 1<sup>ère</sup> édition de la «grande exposition» de Annaba a ouvert ses pavillons jeudi à l'espace du complexe sportif 19 mai 1956 avec la participation de 47 opérateurs économiques représentant des branches productives et de service, venus de plusieurs régions du pays.

Initié par la chambre du commerce et de l'industrie (CCI-Seybouse), ce rendez-vous économique constitue une plateforme d'opportunités et d'échanges, selon les organisateurs, qui regroupe des opérateurs nationaux public et privé, des wilayas du pays, pour faire la promotion de leurs produits à des prix compétitifs.

Ce rendez-vous s'inscrit dans le cadre de la promotion de l'investissement et le renforcement du rôle de la CCI dans l'animation de l'activité économique, et la consolidation de la communication entre les différents intervenants du domaine.

Cette manifestation a été marquée par une prédominance des exposants du secteur de l'industrie alimentaire (transformation) et de l'emballage, en plus des prestataires de services (banques, agences d'assurances), a-t-on constaté.

Les intervenants ont ainsi assuré que cette 1<sup>ère</sup> édition de Grand expo de Annaba, vise à promouvoir les produits made in Alegria, fruit du déploiement d'investissements colossaux, tout en permettant aux opérateurs économiques de lancer des start-up en matière de sous-traitance, afin qu'ils puissent jouer le rôle qui leur advient dans la dynamique économique nationale. **R. T.**

Organisée à Constantine

# Rencontre de vulgarisation du nouveau système de tarif douanier

**U**ne rencontre de vulgarisation du nouveau système de tarif douanier à 10 chiffres a été organisée jeudi à Constantine par la direction régionale des Douanes de l'Est au profit d'opérateurs économiques et représentants des chambres du commerce et d'industrie.

Le nouveau système, qui entrera en vigueur le 17 juillet, comptera davantage de sous positions tarifaires de sorte à

inclure un plus grand nombre de marchandises grâce à sa codification avec 10 chiffres, a indiqué le directeur régional des Douanes, Tahar Khadraoui.

Ce système permettra ainsi d'améliorer les mesures fiscales et d'évaluation ainsi que la collecte de données fiscales et l'encadrement de la politique commerciale nationale, a estimé ce cadre.

Le nouveau tarif douanier permettra une meilleure identification

des marchandises notamment importées, leur nature et les droits douaniers qui leur sont appliqués de sorte à mieux protéger l'économie nationale et établir un équilibre entre l'importation et l'exportation, a ajouté l'intervenant.

L'actuel tarif douanier codé à 8 chiffres comprend 6.126 sous positions tarifaires, alors que le nouveau codé à 10 chiffres inclura 15.946 sous positions tarifaires, a ajouté M. Khadraoui qui

a inscrit l'adoption du nouveau tarif douanier dans le cadre du plan stratégique des douanes 2016/2019 qui prévoit également la restructuration de l'administration douanière, la réévaluation de la gestion des ressources humaines et des conditions socio-professionnelles des agents douaniers, le renforcement des moyens de contrôle et l'intensification des échanges d'information avec les institutions de l'Etat

chargé du contrôle.

Le président de l'association nationale des exportateurs algériens, Ali Bey Nasri, a salué l'évolution des procédures d'importation et d'exportation. Il a également estimé que le tarif douanier à 8 chiffres était devenu désuet, avant d'appeler les opérateurs économiques à opter résolument pour l'exportation pour consolider l'économie nationale. **H. E.**

Complexe olympique Mohamed-Boudiaf

# Ouverture prochaine de l'espace de loisirs Dar Dzair

Le coup d'envoi de la manifestation Dar Dzair et de la deuxième édition du village de loisirs installé au niveau du Complexe olympique Mohamed-Boudiaf a été donné hier en marge des Championnats d'Afrique de lutte, a annoncé le directeur des sports et loisirs de la wilaya d'Alger, Tarek Kerrache.



L'inauguration de la manifestation "Dar Dzair" et de la deuxième édition du village de loisirs coïncide cette année avec les championnats d'Afrique de lutte permettra aux pays participants de découvrir les différentes facettes de l'art, de la culture, de l'artisanat et des sports en Algérie, a indiqué M. Kerrache dans une déclaration à l'APS en marge d'une cérémonie de remise des prix aux lauréats de la deuxième édition du concours "Jeunes talents" à Birtouta.

Plus de 50.000 visiteurs sont attendus à ces deux manifestations, a ajouté le même responsable, précisant que l'espace "Dar Dzair" compte plusieurs structures de loisirs destinées aux différentes catégories de la société dont des salles de cinéma, des piscines et des salles de sport et de patinage.

Outre un cinéma en plein air et un espace de jeux vidéo, l'espace "Dar Dzair" propose aux visiteurs des activités culturelles et artistiques reflétant la

richesse et la diversité culturelles dans les 48 wilayas du pays.

M. Kerrache a indiqué par ailleurs que le programme de la deuxième édition du village de loisirs qui s'étalera jusqu'au 1er septembre prochain au complexe olympique Mohamed Boudiaf (Alger) comporte plusieurs activités de loisirs destinées aux jeunes et aux enfants.

Il a indiqué que la deuxième édition du village de loisirs organisée par le ministère de la Jeunesse et des sports proposera également un espace aux familles, une crèche, une piscine et une salle de cinéma.

Rehaussée par la présence du ministre de la Jeunesse et des sports, Hadi Ould Ali et des autorités locales de la wilaya d'Alger, la deuxième édition du concours "Jeunes talents" organisé par la ligue de la chanson et de la musique de la direction de la jeunesse, des sports et de loisirs de la wilaya d'Alger a été marquée par la remise des prix aux trois lauréats.

Il s'agit de Lilia Belkadi qui a obtenu le premier prix d'une

valeur de 80 millions de centimes, Aissou Azeddine auquel est revenu le deuxième prix (50 millions de centimes) et Maarouf Dounia qui a reçu le troisième prix d'une valeur de 30 millions de centimes, selon le jury présidé par l'artiste Hakim Salhi. La réouverture de la piscine El Kettani à Bab El Oued (Alger) a été reportée au mois de septembre, les travaux réfection n'étant pas achevés a indiqué le directeur de la jeunesse et des sports de la wilaya d'Alger Tarek Kerrache.

M. Kerrache a déclaré à l'APS que le retard accusé dans la réception du projet prévue en juillet est dû à la non finalisation des travaux supplémentaires

qu'exige cette structure qui compte, a-t-il précisé, d'autres nouvelles piscines et s'inscrit dans le cadre du plan des structures sportives de proximité de la Casbah. Il est également question de la réalisation de plusieurs piscines dans nombre de communes de la Wilaya, notamment une piscine paralympique à Sidi M'hamed pour laquelle une enveloppe de 450

millions de DA a été allouée, a ajouté M. Kerrache.

Cinq autres structures similaires sont prévues dans les communes des Eucalyptus, Ouled Chbel, Douera, Gue de Constantine et Tessala El Merdja outre 4 piscines dont les cahiers de charges sont en phase d'élaboration et qui seront réalisées à Ain Taya, El Mouradia, Reghaia et Ouled Fayet, avait déclaré M. Kerrache à l'APS.

Au niveau de la promenade des Sablettes, dans la commune de Hussein Dey, cinq piscines viendront en cours de saison estivale 2016 conforter cet espace ouvert en été 2015 et qui connu un grand engouement du public.

L'année dernière trois piscines ont été mises en exploitation sur la rive droite de la partie réceptionnée du projet d'aménagement de Oued El Harrach, un prolongement naturel du site de la promenade des Sablettes qui a accueilli plus de 71.000 visiteurs selon un bilan d'activités annuelles de la wilaya d'Alger. H. B.

## Validation du label Indication géographique

Figure sèche de Béni Maouche et Deglet noir de Tolga

Le label Indication Géographique (IG) pour la figue sèche de Béni Maouche et Deglet Noir de Tolga a été validé par la commission nationale de labellisation, a annoncé à l'APS un cadre au ministère de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche (MADRP).

Rencontrée à Tizi-Ouzou lors d'une journée technique sur la "labellisation des produits du terroir et la vulgarisation des cultures hydroponiques", organisée mercredi par la direction locale des services agricoles (DSA), Mme Allouani Amel, ingénieur à la Direction de la production et de la régulation des productions agricoles du MADRP, a expliqué que ce label IG qui est une identification de l'indicateur géographique de ces deux produits du terroir algérien, permettra de les protéger sur le marché de l'exportation.

Le label IG, qui garantit la qualité et l'origine du produit, attribué à la figue sèche de Béni Maouche, couvre 11 communes de la wilaya de Bejaia et autant dans la wilaya de Sétif productrices de ce fruit. Pour la datte Deglet Noir de Tolga, l'IG Deglet Noir de Tolga, concerne une dizaine de communes de la wilaya de Biskra.

"Ces produits son notre identité et nous devons les protéger", a indiqué, pour sa part, Ait Ali Karima de l'Institut technique des élevages (ITELV), citant l'exemple de Deglet Noir qui existe uniquement en Algérie, mais que malheureusement d'autre pays voisin exportent comme étant leur produit. "le Label IG Deglet Noir de Tolga est un moyen de la protéger comme produit exclusivement algérien, et elle sera dorénavant exportée sous ce label avec un cahier de charges bien défini", a-t-elle assuré.

L'indication géographique d'un produit du terroir répond à certaines exigences dont la ressemblance dans les conditions de production (notamment climatiques et environnementales), de la conduite des cultures et du savoir-faire traditionnel qui doit être commun à l'ensemble du territoire concerné par ce label, ont expliqué les participants à cette journée technique abrité par l'Institut de Technologie moyen agricole spécialisé en agriculture de Montagne (ITMAS) de Boukhalfa.

Mme Allouani a expliqué, durant son intervention, les différents systèmes de labellisation et de reconnaissance de la qualité par des signes distinctifs. Il s'agit des indications géographiques, des appellations d'origine, du label agricole de qualité et du label de l'agriculture biologique.

Ce même cadre du MADRP a indiqué à l'APS que la principale contrainte à la labellisation des produits du terroir algérien est l'absence ou le manque d'organisation des professionnels du secteur, une organisation qui leur permettra d'améliorer la qualité de leurs productions et présenter ensuite des dossiers de demande de labellisation.

Eller a souligné que le département ministériel qu'elle représente a déjà recensé une centaine de produits du terroir susceptibles d'être labellisés.

Dans la wilaya de Tizi-Ouzou, la direction des services agricoles a recensé, pour sa part, quatre produits qui sont la figue, l'huile d'olive, le miel et la cerise, opération qui pourrait s'étendre à d'autres produits, a-t-on indiqué lors de cette rencontre.

Y. R.

Cortèges nuptiaux bruyants à Médéa

## Campagne de lutte contre les nuisances sonores

Une campagne de lutte contre les nuisances sonores et les risques d'accidents induits par l'utilisation des motocycles "débridées" et le déplacement des cortèges nuptiaux à l'intérieur des périmètres urbains sera lancée "incessamment" à Médéa, a-t-on appris jeudi auprès du chef de Sûreté de wilaya. Selon le commissaire divisionnaire Mohamed Talbi, des dispositions ont été prises en vue d'éliminer graduellement toutes les formes de nuisances sonores provoquées par la circulation des motocycles "débridées", dans le cadre d'une campagne de prévention et de sensibilisation estivale, destinée à préserver la quiétude et la sécurité des habitants des agglomérations urbaines, a-t-il souligné.

Des opérations de contrôle et de retraits de la circulation de ce type de motocycles

seront menées de façon régulière et permanente à l'intérieur des périmètres urbains, afin de limiter la prolifération de ces motos "pétaradantes" et les désagréments qui en découlent, a expliqué cet officier, lors d'un point de presse consacré au dispositif de prévention mis en place durant le mois de ramadhan. La mise en conformité de ces motocycles et les éventuels cas de manquement à la réglementation ou la récidive seront plus faciles, grâce au fichier de contrôles élaboré par les services de la voie publique qui peuvent ainsi identifier les contrevenants et leurs antécédents en matière d'infraction au code de la route, a-t-il fait savoir. Une campagne de prévention similaire devrait toucher, durant cet été, les propriétaires des motos grosses cylindrées, notamment en matière de limitation de vitesses

en zone urbaine et de port de casque de sécurité, a indiqué le commissaire divisionnaire Mohamed Tabli.

S'agissant de la conduite risquée, observée lors des déplacements des cortèges nuptiaux, le chef de Sûreté de wilaya a annoncé un renforcement des contrôles au niveau des différents points d'accès en zone urbaine et le lancement, en parallèle, d'actions de sensibilisation au profit des conducteurs et leurs passagers. L'objectif, a-t-il soutenu, est de réduire le nombre d'accidents mortels enregistrés chaque années, en veillant au respect strict des dispositions du code de la route, en particulier la limite de vitesse permise en zone urbaine, les dépassements dangereux et la sécurité aussi bien des accompagnateurs que celle des usagers de la route. Y. A.

Bechar

# Rénovation du réseau routier de la zone frontalière



**Le réseau routier de la zone frontalière de Béni Ounif (110 km au nord de Béchar) a connu une vaste opération de modernisation de ses routes nationales et de wilaya (RN et CW), dans le but d'une impulsion et intégration économique de la région, a-t-on appris jeudi des services de la wilaya.**

Les différentes opérations réalisées par le secteur des Travaux publics à travers cette collectivité ont permis la réalisation d'une route de 46 km reliant la localité de Boussir à la RN-6, pour désenclavement de cette localité. Le projet, marqué par la concrétisation aussi d'un ouvrage sur son tracé, a nécessité une enveloppe de 850 millions de DA, dégagée au titre du programme sectoriel de développement,

a-t-on précisé.

Outre cette opération visant la modernisation et l'adaptation du réseau routier de la wilaya aux besoins du développement local de ses régions et zones frontalières, il a été procédé à la réalisation d'un ouvrage d'art sur le CW-11, à proximité de la localité de Fendi, une localité relevant de la commune de Béni-Ounif, et ce pour un coût global de 300 millions DA, a-t-on ajouté.

Le dédoublement et la modernisation d'un tronçon de 50 km de la RN 6 qui traverse cette daïra pour relier le sud-ouest du pays aux régions du nord a été l'autre projet concrétisé au bénéfice tant de cette collectivité que des régions du sud-ouest du pays.

Un montant de plus de 4 milliards DA a été consacré à cette opération qui a porté également sur la réalisation de travaux similaires sur un tronçon de même envergure localisé sur le territoire de la commune de Bechar, ont fait savoir les services de la wilaya. Des travaux portant sur la pose d'en-

duit superficiel sur des pistes, notamment celles reliant Béni-Ounif à la localité de Jhifat, sur une distance de 8 km, et une partie de la route Béni-Ounif-Rosfa Taïba sur 2 km, ont été aussi concrétisés pour un coût global de 136 millions DA.

Ceci, en plus d'une opération semblable sur 47,5 km reliant la localité de Bouaïche au Djebel «Ben Ariss Nessianess», avec une enveloppe de 491 millions DA, a-t-on signalé.

Un financement de 80 millions de DA a été aussi consacré à la prise en charge des dégâts causés par les intempéries et crues d'oueds au réseau routier de cette daïra, et ce dans le cadre des opérations de suivi et de maintenance du réseau routier de la wilaya, selon la même source.

Le réseau routier global de la wilaya de Bechar est de 1778,2 km, dont 1108 km de routes nationales, 486 km de chemins de wilaya et 184,2 km de routes communales, a-t-on fait savoir.

H. A.

Khenchela

## Plus de 1000 licences d'exploitation de taxis attribuées

Plus de 1000 licences d'exploitation de taxis ont été attribuées à travers la wilaya de Khenchela par la commission de wilaya ad hoc, a indiqué jeudi le directeur du transport, Noureddine Boumaïza.

500 de ces licences ont été accordées au chef-lieu de wilaya à la demande de son président d'APC dont 342 de transport urbain, entrées en service, sont exploitées par des jeunes bénéficiaires des dispositifs d'emploi, a ajouté le même responsable.

Le directeur du transport qui a fait état de l'ouverture de nouvelles lignes de transport urbain desservant les nouvelles cités notamment a estimé que l'augmentation du nombre de taxis urbains favorisera la concurrence et le développement de service de nuit actuellement déploré par les citoyens.

Plusieurs lignes d'autocars desservant les localités rurales enclavées et intercommunales ont été ouvertes notamment à Khenchela, Aïn Touïla, Kaïsa, R'mila, Chechar,

Bouhmama et Lemsara. De nouvelles lignes urbaines couvertes par des bus ont été aussi ouvertes au chef-lieu de wilaya et sa périphérie dont la station thermique Hammam Essalihine.

Des demandes pour l'ouverture de nouvelles lignes inter-wilayas dont celle de Khenchela-Annaba ont été formulées auprès du ministère de tutelle, a souligné ce responsable.

R. A.

Tissemsilt

## Neuf cas de brucellose déclarés chez les caprins

L'inspection vétérinaire de la wilaya de Tissemsilt a enregistré neuf cas de brucellose chez les caprins au village de Sekaka (commune de Bordj Emir Abdelkader), a-t-on appris mercredi de son responsable.

Le vétérinaire Hocine Ould Amara a souligné que ces cas ont été décelés au niveau d'une exploitation agricole privée regroupant 23 têtes de caprins.

Suite à une correspondance parvenue de la direction de wilaya de la santé informant de l'atteinte du propriétaire de l'exploitation (38 ans) de brucellose, l'inspection vétérinaire a

prélevé des échantillons de sang des têtes de caprin pour les analyser au niveau du laboratoire régional vétérinaire de Mostaganem.

Les résultats des analyses ont révélé neuf têtes de caprins atteintes de cette maladie, a-t-il ajouté.

Les services de l'inspection ont concrétisé une opération d'abattage sanitaire de ces têtes au niveau de l'abattoir municipal de Theniet El Had, a-t-on indiqué, expliquant que l'éleveur a contracté cette maladie après avoir bu du lait de caprin cru.

L'inspection poursuit son action de sensibi-

lisation pour prévenir les citoyens et le bétail contre la brucellose, à travers des spots publicitaires sur les ondes de la radio régionale de Tissemsilt et des affiches dans les structures sanitaires et les places publiques.

Il a été procédé l'année dernière à la vaccination de 28.828 têtes de caprin et d'ovin contre la brucellose dans la wilaya de Tissemsilt dans le cadre des programmes nationaux de protection de la santé publique et de prévention du patrimoine animalier contre les zoonoses.

R. N.

Saïda

## Ouverture de trois bureaux de poste

Le secteur de la poste a été renforcé dernièrement dans la wilaya de Saïda par trois nouveaux bureaux, en attendant le lancement prochain de l'aménagement et l'équipement de sept autres, a-t-on appris jeudi du directeur de l'unité de «Algérie poste», Boualem Semari.

Les nouveaux bureaux de poste équipés ont été ouverts au début du mois de juillet en cours dans les gares routières des communes de Saïda et «Sidi Boubekeur» et à l'université «Dr Moulay Tahar» pour rapprocher les citoyens des services postaux, a-t-on indiqué.

Sept autres bureaux de poste seront bientôt aménagés à travers les localités de «Oum Eddoud» et «Oum Reghad» dans la commune de Moulay Larbi, «Ain Tagat» (Ouled Khaled), Timalès (Sidi Ahmed) et à «En-Nasr» au chef-lieu de wilaya.

Le bureau de poste dans la commune de Ouled Brahim a bénéficié d'une opération d'extension et d'aménagement de l'ancien siège dont les travaux seront entamés prochainement.

Ces opérations, auxquelles accordent «Algérie Poste» une grande importance, portent sur l'extension du réseau postal et l'amélioration des prestations. Pour rappel, la wilaya de Saïda dispose de 47 bureaux de poste répartis sur ses communes.

H. A.

## Bordj Bou Arreridj Réalisation prochaine d'une décharge publique intercommunale

Une décharge publique intercommunale sera bientôt réalisée au profit des deux localités de Djaafra et Golea (nord du Bordj Bou Arreridj), a-t-on appris jeudi auprès du président de l'Assemblée populaire communale de Djaafra, Abdelhafid Belaâzoug.

Un accord a été établi avec les responsables de la commune de Golea pour réaliser une décharge loin du périmètre forestier, a précisé l'édile, signalant que la région d'Ouled Touati, située entre les deux localités, a été retenue pour l'implantation de ce projet.

Une fois réalisée, cette décharge mettra un terme, relève-t-il, au problème des dépôts sauvages dans cette région, effectués généralement dans le milieu forestier et qui représente une sérieuse menace pour l'environnement, en attendant, a-t-il poursuivi, l'inscription du projet du centre d'enfouissement technique (CET) pour les communes de la daïra de Djaafra.

M. Belaâzoug a fait savoir que cette action s'inscrit dans le cadre de l'organisation des opérations de décharge des déchets ménagers et la préservation de l'environnement dans cette région, ajoutant que ses services ont été interpellés par des citoyens d'Izerou-Nodjidar pour mettre fin aux décharges sauvages dans cette région qui menacent la santé publique et l'environnement.

T. A.



# CONFLITS ▶▶

En visite en Russie

## Kerry réclame à Moscou des «initiatives concrètes» sur la Syrie

Vladimir Poutine a reçu jeudi le secrétaire d'Etat américain John Kerry, venu à Moscou lui proposer un renforcement de la coordination militaire en Syrie, malgré les doutes que le projet suscite à Washington.



Le Pentagone et la Maison blanche ont invité la Russie à faire la preuve de sa détermination à combattre les djihadistes de l'Etat islamique (EI) et à démontrer que son engagement en Syrie ne vise pas seulement à soutenir Bachar al Assad.

Le chef de la diplomatie américaine s'est lui aussi mon-

tré ferme à l'issue de son entretien avec le président russe. «Le secrétaire d'Etat Kerry a souligné qu'en l'absence d'initiatives concrètes à court terme, les efforts diplomatiques ne pourraient se poursuivre indéfiniment», a averti son porte-parole John Kirby.

John Kerry propose la création d'un centre où les

Etats-Unis et la Russie pourraient partager leurs informations et coordonner les raids aériens contre l'EI et le Front al Nosra, aile syrienne d'Al Qaïda, ce qui n'est pas du goût de l'état-major ni des services de renseignement américains.

Le secrétaire à la Défense, Ashton Carter, a exprimé son soutien aux

efforts du secrétaire d'Etat pour encourager Moscou «à faire ce qu'il faut» en Syrie, mais s'est également dit «très sceptique» quant aux intentions russes.

«Si les Russes sont prêts à faire ce qu'il faut en Syrie, le secrétaire à la Défense sera ouvert à cette conversation. Mais nous attendons de voir la suite. Nous ignorons encore si nous parviendrons à un accord», a souligné Peter Cook, porte-parole du Pentagone. La Maison-Blanche a, elle aussi, réagi avec prudence.

«Le moment est venu pour la Russie de prendre des décisions sérieuses sur la façon d'user de son influence en Syrie, tant sur le plan diplomatique que sur celui de ses capacités militaires», a estimé Josh Earnest, lors de son point de presse quotidien.

«Ils (les Russes) doivent décider s'ils veulent utiliser des moyens militaires pour soutenir le régime d'Assad ou pour lutter contre les extrémistes. Selon nous, on ne peut pas faire les deux», a ajouté le porte-parole de la présidence.

Elizabeth Trudeau, son homologue du département d'Etat, a reconnu que les projets de John Kerry avaient donné lieu à «une conversation très vive et énergique» entre représentants des instances gouvernementales.

Reuters

Yémen

## Le gouvernement ne participera pas aux pourparlers de paix

Le gouvernement yéménite ne participera pas au deuxième round des pourparlers de paix avec les rebelles houthis à Koweït, a affirmé jeudi une source officielle.

«Notre délégation ne se rendra pas à Koweït tant que l'ONU n'aura pas rempli ses engagements à appliquer la résolution 2216» du Conseil de sécurité, a déclaré un responsable du cabinet présidentiel à Ryadh, cité par l'AFP.

Pour reprendre les pourparlers de paix, le médiateur de l'ONU Ismaïl Ould Cheikh Ahmed doit au préalable obtenir des rebelles «un engagement écrit à respecter les lettres de référence» des négociations, a-t-il ajouté.

Or, une autre source officielle a indiqué qu'«une décision sur le retour à la table des négociations sera prise après le sommet arabe», prévu fin juillet à Nouakchott.

Dimanche, le président Abd Rabbo Mansour Hadi avait menacé de boycotter les pourparlers de paix avec les rebelles houthis, «si l'ONU tente de nous imposer la dernière proposition du médiateur Ismaïl Ould Cheikh Ahmed».

L'ONU n'a pas confirmé ce retrait et a indiqué que les discussions devraient reprendre comme prévu hier.

Un porte-parole du médiateur de

l'ONU a ainsi déclaré que «les pourparlers devraient reprendre comme prévu hier» à Koweït.

«Aucune délégation n'a annoncé jusqu'ici sa non-participation» aux négociations, a-t-il assuré.

Les pourparlers de paix entre le gouvernement yéménite et les rebelles Houthis avaient été suspendus fin juin après plus de deux mois de discussions infructueuses pour tenter de mettre fin à la guerre qui ravage le pays.

Le gouvernement yéménite avait émis des réserves sur une proposition du médiateur de l'ONU prévoyant «des arrangements de sécurité et la formation d'un gouvernement d'union nationale».

Il exige un retrait des rebelles des villes, dont Sanaa, la restitution des armes saisies et le rétablissement de son autorité, avant de s'engager dans une transition politique avec les rebelles qui, eux, réclament un gouvernement d'union nationale.

Le médiateur de l'ONU se trouvait jeudi à Sanaa pour des entretiens avec les rebelles et leurs alliés, après des consultations mardi avec le président Hadi dans la capitale saoudienne.

Sur un autre plan, le gouverneur d'Aden, la grande ville du sud du Yémen, a échappé hier, à un nouvel attentat-suici-

de à la voiture piégée, a annoncé un responsable de la sécurité, évoquant la responsabilité d'Al Qaïda.

Aidarouss al-Zoubaidi est sorti indemne de l'attaque menée contre son convoi dans le quartier d'Inmaa, dans l'ouest de la ville portuaire, mais trois de ses accompagnateurs ont été blessés, a précisé la source.

Aden, déclarée «capitale provisoire» du Yémen par le gouvernement reconnu par la communauté internationale, a été le théâtre d'une série d'attaques visant des responsables et des forces de sécurité.

En décembre, le prédécesseur de M. Zubaidi, Jaafar Saad, a été tué dans un attentat à la voiture piégée revendiqué par le groupe terroriste autoproclamé Etat islamique (Daech/EI).

En février, M. Zubaidi avait déjà été la cible d'une attaque lorsque des hommes soupçonnés d'appartenir à Al Qaïda avaient ouvert le feu sur un convoi le transportant aux côtés du chef de la police locale, le général Challal Chayeh. Les deux responsables n'avaient pas été blessés.

Un mois plus tôt, ils avaient tous deux échappé à une attaque contre leur convoi dans les rues d'Aden qui avait fait deux morts parmi leurs gardes.

R. I.

## Après une frappe aérienne Washington prudent sur la mort annoncée du jihadiste Omar le Tchétchène

Le Pentagone a confirmé jeudi avoir tenté d'éliminer par une frappe aérienne Omar le Tchétchène, l'un des principaux chefs du groupe Etat islamique, sans confirmer officiellement son décès, pourtant annoncé par les jihadistes eux-mêmes.

Omar le Tchétchène avait déjà été donné pour mort par le Pentagone début mars, après une frappe aérienne dans le nord-est de la Syrie.

«Le 10 juillet, la coalition a conduit une frappe sur une réunion de dirigeants du groupe Etat islamique près de Mossoul. Nous pensons que Omar le Tchétchène était présent, avec 16 autres responsables» a déclaré, jeudi, Peter Cook, le porte-parole du Pentagone.

«Nous pensons que cela été une frappe réussie, mais nous ne sommes pas en position de confirmer qu'il a été tué», a-t-il également indiqué.

La mort de Omar le Tchétchène a été annoncée mercredi par une Amaq, une agence liée à l'EI.

Amaq n'a pas précisé quand, ni dans quelles circonstances le jihadiste a été tué, indiquant simplement qu'il était mort à Charqat alors qu'il participait à la défense de Mossoul, le principal fief de l'EI en Irak.

Omar le Tchétchène était considéré jusqu'à très récemment comme mort par le Pentagone, a indiqué Peter Cook.

Mais les militaires américains ont eu l'information qu'il était présent à cette réunion près de Mossoul, et ont décidé de frapper à nouveau.

«Omar le Tchétchène», un trentenaire reconnaissable à son abondante barbe rousse et connu pour son ardeur au combat, était dans le collimateur de l'administration américaine qui le présentait comme un «chef de guerre expérimenté», occupant des fonctions similaires à un «ministre de la Défense» au sein de l'organisation jihadiste.

Elle avait mis sa tête à prix pour cinq millions de dollars.

Au sein du groupe jihadiste, il avait la réputation d'être un combattant aguerri. Une biographie écrite par un sympathisant de l'EI et publiée en ligne le décrivait comme «l'un des meilleurs stratèges» qui n'a «jamais perdu aucune de ses batailles».

La coalition contre le groupe Etat islamique a entrepris une campagne d'élimination des cadres jihadistes.

Un haut responsable américain, Brett McGurk, s'est récemment félicité que la coalition élimine ces cadres au rythme de «un tous les trois jours».

AFP

## Cisjordanie et El Qods occupée 17 Palestiniens arrêtés par l'armée israélienne

Dix-sept Palestiniens, dont une femme et un enfant, ont été arrêtés jeudi par les forces d'occupation israéliennes en Cisjordanie et à El Qods occupée, a annoncé l'agence de presse palestinienne Wafa.

«L'occupant israélien a procédé à l'arrestation de 17 Palestiniens lors d'incursions dans plusieurs quartiers d'al-Khalil et du sud d'El Qods-Est occupée», a indiqué Wafa.

L'armée israélienne mène quotidiennement des campagnes d'arrestation arbitraires à l'encontre de dizaines de Palestiniens dans les villes et les localités de la Cisjordanie sous divers prétextes.

Près de 7 000 Palestiniens ont été arrêtés au courant de l'année 2015 dont 400 enfants âgés de moins de 18 ans, selon un bilan officiel.

E. I.

Festival international de Timgad

# Kiir appelle Machar au dialogue

**Le président sud-soudanais, Salva Kiir, a appelé son rival Riek Machar au dialogue pour sauver le processus de paix du Soudan du Sud, alors qu'un convoi militaire ougandais fort de 2 000 hommes faisait route vers Juba pour évacuer les Ougandais bloqués par la récente flambée de violence.**



Juba a été de vendredi à lundi le théâtre d'affrontements entre forces fidèles à M. Kiir et ex-rebelles aux ordres de M. Machar, mettant gravement en péril un accord de paix signé en août 2015 et forçant au moins 36.000 habitants à se réfugier dans les installations de l'ONU, les églises et les écoles de la capitale.

"Je veux que le Dr Riek Machar, premier vice-président de la République, soit à mes côtés afin que nous puissions tracer la route à suivre", a déclaré M. Kiir lors de sa première apparition publique depuis l'annonce du cessez-le-feu à Juba lundi soir. "Je ne veux plus d'effusion de sang au Soudan du Sud".

Dans l'enceinte du palais présidentiel, d'où M. Kiir s'adressait à la presse, des douilles au sol, des impacts de balles sur les murs et des voitures en partie détruites témoignaient de la violence des affrontements de vendredi soir sur place.

Aux côtés de M. Kiir, le président de la Commission de surveillance et d'évaluation de l'accord de paix, l'ex-président du Botswana Festus Mogae, a également appelé au dialogue.

M. Machar, dont la base a

été "détruite", se cache non loin de Juba, a assuré un porte-parole s'exprimant depuis Addis Abeba, selon lequel la vie de l'ex-rebelle "est en danger".

Aucun bilan des quatre jours de combats n'est disponible, mais la plupart des acteurs s'accordent à dire que "des centaines" de personnes, militaires et civils, dont deux Casques bleus chinois, ont été tuées à Juba.

## L'ONU craint une reprise des combats

Le Soudan du Sud, indépendant depuis 2011, est déchiré depuis décembre 2013 par une guerre civile marquée par des massacres inter-ethniques et qui a déjà fait des dizaines de milliers de morts et près de trois millions de déplacés.

Bien que le cessez-le-feu décrété lundi soir par MM. Kiir et Machar continuait d'être respecté jeudi à Juba, le patron des opérations de maintien de la paix de l'ONU, Hervé Ladsous, a assuré mercredi que l'organisation était "très inquiète" d'une possible reprise des combats, redoutant "qu'elle ne s'étende à d'autres parties du pays".

M. Ladsous a signalé une

"mobilisation" des forces gouvernementales et rebelles dans la région du Haut Nil (nord) autour de Malakal et Leer. La mission de l'ONU dans le pays (Minuss) a dit avoir été informée mercredi "qu'il y a eu des combats à Leer".

A Nimule, à 200 kilomètres au sud de la capitale, le Haut Commissariat de l'ONU pour les réfugiés estime à environ 20.000 le nombre de déplacés souhaitant passer la frontière vers l'Ouganda à la suite des récents combats. Mais l'armée sud-soudanaise les force à rebrousser chemin, selon des témoignages recueillis par l'AFP.

C'est à Nimule, précisément, qu'une cinquantaine de camions ougandais, escortés par 2.000 soldats et des véhicules blindés équipés de mitrailleuses, ont franchi jeudi matin la frontière, pour sécuriser la route menant à Juba, a constaté un journaliste de l'AFP.

## Juba est paisible

"Nous prévoyons d'aller à Juba pour évacuer 3.000 Ougandais bloqués par les combats, mais ce chiffre pourrait s'accroître car nous évacuons quiconque veut partir, quelle que soit sa nationalité. Il

pourrait même y avoir des Sud-soudanais", a déclaré à l'AFP le chef d'Etat-major de l'armée de terre ougandaise, Leopold Kyanda.

"Juba est totalement paisible et calme à présent et nous ne nous attendons à aucun problème. Les difficultés pourraient surgir sur la route, où il y a quelques bandits", a-t-il précisé. La mission ougandaise est censée durer deux ou trois jours, mais l'équipement emporté - tentes, matériel de cuisine - laisse à penser que l'armée est prête à rester plus longtemps, si nécessaire. "Pourquoi pas ?", a d'ailleurs répondu, sous couvert de l'anonymat, un officier des services de renseignement.

"Nous avons la capacité de soutenir le gouvernement du Soudan du Sud et nous étions là avant", a-t-il ajouté. L'Ouganda avait envoyé des troupes en 2013 au Soudan du Sud pour soutenir le gouvernement du président Kiir, avant de se retirer fin 2015.

Des vols commerciaux vers et depuis Juba ont par ailleurs repris jeudi, notamment ceux de Kenya Airways à partir de Nairobi, tandis que l'évacuation de ressortissants étrangers par charters s'est intensifiée.

AFP

Burundi

## Le chef de l'ONU condamne l'assassinat d'une ancienne ministre

Le secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, a condamné l'assassinat mercredi de Hafsa Mossi, ancienne ministre burundaise aux Affaires de la Communauté d'Afrique de l'Est, à Bujumbura.

Le secrétaire général a adressé "ses plus profondes condoléances" à la famille de la ministre. "Ce méprisable acte de violence ne servira qu'à aggraver les divisions, semer la méfiance et déstabiliser le pays", a fait savoir un porte-parole de M. Ban dans un communiqué.

Mme Mossi a été tuée par des hommes armés alors qu'elle conduisait le long de l'avenue de Nyankoni à Bujumbura. Le porte-parole de la police burundaise, Pierre Nkurikiye, a précisé que la victime a succombé à ses blessures sur son chemin vers l'hôpital.

Dans son communiqué, le chef de l'ONU a "réitéré la nécessité d'intensifier les efforts en vue de trouver une solution par voie de négociation à cette crise au Burundi", appelant "toutes les parties concernées à s'engager entièrement et volontairement dans ce processus de paix initié par la Communauté d'Afrique de l'Est (CAE)".

Les Nations unies continueront d'apporter leur assistance au processus de dialogue mené par la CAE, ainsi qu'à l'ancien président tanzanien Benjamin Mkapa, qui est aussi le "facilitateur" de ce processus, a poursuivi le communiqué.

Mme Mossi avait également été ministre de l'Information et porte-parole du gouvernement entre 2005 et 2007, puis membre de l'Assemblée législative de l'Afrique de l'Est (Parlement régional) jusqu'à son assassinat.

H. A.

RD Congo

## La Monusco ne voit pas d'élection présidentielle en novembre 2016

Les élections ne pourront pas se tenir le 27 novembre prochain en République démocratique du Congo (RDC), a déclaré jeudi à Kinshasa le représentant spécial du secrétaire général de l'ONU et patron de la mission onusienne Monusco, Maman Sidikou.

S'exprimant au cours d'une conférence de presse dans la capitale congolaise, le représentant spécial du secrétaire général de l'ONU et patron de la Monusco a appelé les acteurs politiques congolais au réalisme en faisant savoir que "selon toute vraisemblance", les élections "ne pourront pas se tenir en novembre de cette année".

Pour Maman Sidikou, le dialogue politique entre les acteurs politiques congolais et la société civile est le chemin incontournable pour baliser le chemin jusqu'à la tenue des élections.

Maman Sidikou a soutenu que la Monusco "œuvre et continuera d'œuvrer en étroite collaboration avec les partenaires concernés, en vue d'appuyer les parties prenantes congolaises, y compris le gouvernement, l'opposition et la société civile pour sortir de cette impasse".

"Il est de ma responsabilité d'alerter les uns et les autres que nous ne pouvons pas nous permettre d'hypothéquer les énormes investissements consentis par le peuple congolais avec le soutien de la communauté internationale au cours des 17 dernières années pour asseoir la paix et la stabilité en RDC", a souligné Maman Sidikou.

R. A.

Cameroun

## Amnesty publie un rapport sévère sur la lutte contre Boko Haram

Amnesty International a publié jeudi un réquisitoire sévère contre les méthodes du Cameroun dans sa lutte contre le groupe terroriste Boko Haram qui multiplie les incursions dans la zone frontalière avec le Nigéria.

"En cherchant à protéger la population de la violence de Boko Haram, le Cameroun vise le bon objectif, mais en arrêtant arbitrairement des gens, il n'emploie pas les bons moyens", a déclaré Alioune Tine, directeur du bureau régional d'Amnesty International pour l'Afrique centrale et de l'Ouest, dans un

communiqué sur un nouveau rapport de l'ONG.

"Plus de 1.000 personnes sont détenues dans des conditions épouvantables et plusieurs dizaines d'entre elles meurent des suites de maladie ou de malnutrition dans le cadre des opérations de répression menées contre Boko Haram par les forces de sécurité et les autorités camerounaises", détaille l'organisation de défense des droits de l'homme. "Plus de 100 personnes, dont des femmes, ont été condamnées à mort par des tribunaux militaires", poursuit

Amnesty qui note "qu'aucune n'a toutefois été exécutée à ce jour".

L'ONG invite le gouvernement camerounais à "agir de toute urgence s'il veut tenir la promesse qu'il avait faite de respecter les droits humains dans son combat contre Boko Haram".

Plus de 8.000 soldats camerounais sont déployés dans l'extrême nord, où le groupe terroriste multiplie depuis trois ans les attaques et attentats meurtriers depuis ses fiefs du nord-est du Nigeria, situés de l'autre côté de la frontière.

R. H.

# Le smart-village, c'est pour quand?



**Malgré la promesse de la revitalisation des zones rurales, les plans d'aide et les financements publics-privés, le numérique à la campagne, ce n'est pas encore pour tout de suite...**

Par Amandine Ascensio

Les villes séduisent moins: densité de population, pollution de l'air, pollution sonore ou lumineuse, tout le monde (ou presque) aspire à un peu de vert, de calme, un peu moins de béton, et d'un retour à une campagne, à une ambiance bucolique parfois un peu fantasmée qui sent bon le lait frais. Mais si ces «néo-ruraux», comme on les appelle, recherchent un peu de tranquillité, une maison individuelle et un bout de jardin, pas question de renoncer pour autant au confort offert par les zones urbaines et notamment un vrai accès à internet et à la couverture en réseau mobile. C'est même l'une des premières questions posées par les aspirants à une installation dans les villages, selon l'association des maires ruraux de France, qui, dans un sondage, positionnent l'accès au haut débit comme un investissement prioritaire. Le numérique comme développement des territoires, c'est un concept largement admis. D'ailleurs tout le monde s'y met: les entreprises opèrent (ou ont opéré) un virage numérique, les administrations ne jurent que par la dématérialisation des services et les villes ne voient pas leur avenir autrement que «smart».

«Dans le mouvement des smart-cities, on voit des grosses entreprises comme IBM ou Toshiba à Nice ou à Lyon; mais au final, la proposition, c'est de régler coûteusement des problèmes qu'il n'y aurait jamais eu si la ville avait été moins grosse», ironise Sébastien Côte, président de l'association Ruralitic, qui milite pour le développement du numérique en territoire rural, afin de permettre de (re)développer ces zones en perte de vitesse.

## Travail au vert

Suivant la même logique, de nombreux projets s'y lancent aussi, mués par l'attrait d'une vie moins stressante ou plus «libre». C'est notamment le cas des habitants de La Mutinerie Village, le pendant campagnard situé en Eure-et-Loir de l'espace de coworking parisien éponyme. Une ferme, des

poules, de la permaculture, des ordinateurs, un fablab et des ressortissants de la génération Y peu attirés par une vie de bureau traditionnelle auront suffi à créer un espace de travail et de vie, presque une communauté.

Parfois, ce sont les entreprises elles-mêmes qui créent l'opportunité de la vie à la campagne. La startup de technologie financière Morning, qui décline son activité autour de la banque collaborative, le «cobanking», vient de quitter la ville de Toulouse, promise à un développement exponentiel pour s'installer à Saint-Elix-le-Château, un village à 40 km de la ville rose, de moins de 1.000 habitants.

«Nous avons construit un bâtiment pour installer nos bureaux, mais nous voulons aller plus loin», indique Éric Charpentier, le fondateur de Morning, qui envisage de créer un vrai campus, autour d'un ensemble de bâtiment qui deviendra un lieu de vie sociale avec terrain de foot, espaces de pop-stores (boutiques éphémères). «Nous voulons faire advenir un vrai quartier numérique, allant jusqu'à l'habitat partagé», précise le dirigeant. Le projet séduit le maire du village François Desprez, pour qui voir s'installer des entreprises de ce genre «d'habitude réservée aux grandes villes est un privilège». Cet exemple est loin d'être isolé. Les initiatives se multiplient dans tous les départements ruraux: dans la Loire, la start-up La Concierge Rit propose ses services de conciergerie et d'épicerie de produits locaux, via son site internet avec un projet de dupliquer son modèle dans d'autres localités. Dans le Maine, une association s'est même montée Le Numérique à la Campagne, portée par une petite entreprise d'infographiste qui tente «d'éveiller les conscience numérique dans le grand public». En Lozère encore, le département et son agence de développement Polen ont beaucoup misé sur le numérique et la zone a vu apparaître des start-ups portées par des jeunes gens amoureux de leur région.

## Besoin de volonté politique

Pour autant, cet élan ne se fait pas sans rien. Pour Fabien Miedzianowski, le directeur général adjoint du pôle attractivité et développement des territoires pour le département du Cantal, pionnier en la matière, la volonté politique de mettre en place une attractivité numérique est primordiale.

«Dans le Cantal, nous avons pris conscience dès la fin des années 1990 que l'érosion démographique conduirait à la fermeture des services publics et que nous n'avions pas d'autres options que de créer

des services, pour créer de l'emploi. Et à notre époque, cela passe par le web et l'accès à internet.»

Le Cantal a mis au point un plan «cybercantal» dès le début des années 2000: il s'agissait alors d'ouvrir des espaces numériques dans 200 communes, pour remettre des services comme la CAF, la SNCF, pôle emploi, tous parti vers des zones de populations plus denses, d'ouvrir des maisons de services au public et même le premier télécentre. «Nous avons dû faire un effort d'éducation de notre population autour des usages du numérique à une époque où il fallait encore apprendre», raconte Fabien Miedzianowski. Et c'est bien loin d'être fini. Même si, selon l'association des maires ruraux de France, l'installation du numérique reste la priorité pour les élus locaux des territoires de campagne, la culture numérique qui fait tomber les barrières hiérarchiques reste encore un peu étrangères à certains élus. Pour John Billard, maire de Le Favril en Eure-et-Loir, et vice-président de l'AMRF en charge du numérique, «les édiles doivent accepter l'ultra transparence qu'induit les comportements numériques, endosser le costume d'animateur de quartier et surtout comprendre les usages, comme la e-santé, l'éducation, la formation en e-learning, et tout ce qui pourrait développer les territoires».

## La fibre est la clé

Mais surtout, oublier l'échéance électorale pour voir à long terme et favoriser l'installation de la fibre dans leur territoire, en dépit du coût de l'investissement et du temps de réalisation. Car, la seconde condition pour numériser les territoires ruraux est l'accès au réseau. Et si l'État développe depuis 2010 une politique volontariste de réduction de la fracture numérique entre les différentes zones, avec son plan Très Haut Débit à 20 milliards d'euros, la réalité n'est pas toujours aussi probante qu'elle l'apparaît dans les discours.

La fibre optique est au cœur de toutes les questions. Or, elle coûte cher, très cher. Si dans les zones denses, urbaines, ce sont les opérateurs internet (Orange, SFR, Free, Bouygues, pour ne citer que les quatre plus gros), qui investissent pour une fibre que les habitants d'un même immeuble pourront utiliser, dans les territoires ruraux, bien moins rentables, les autorités publiques viennent mettre la main au panier pour apporter leur financement. Et qui dit investissement public, dit augmentation des impôts, ce qui à court terme n'est jamais bon pour le mandat. Si certains départements sont très volonta-

ristes, comme le Cantal, où d'ici 2025, 75% du territoire sera couvert par la fibre optique avec un minimum de 8GGo, l'ensemble de la population ne bénéficie pas d'une égalité devant le web.

Néanmoins, internet arrive relativement souvent dans les campagnes, grâce au mix technologique: on utilise le satellite, les fréquences radios, mais très souvent, c'est la solution dite de la «montée en débit» qui est privilégiée. Il s'agit de faire monter la capacité du réseau cuivre, de l'ADSL, très inégalitaire pour l'accès au débit: plus vous êtes éloignés du nœud de raccordement, moins le débit chez vous sera élevé. «La montée en débit est la solution d'urgence qu'on a trouvée pour parer au plus pressé», explique Michel Lebon, consultant en installation numérique, et expert du secteur. Sauf que ce n'est qu'une solution temporaire.»

## Orange donne le rythme

L'accroissement des médias internet, des terminaux numériques (smartphone, tablettes, ordinateurs et autres écrans en tout genre), vient augmenter la demande de bande passante. La question qui se pose est de savoir pourquoi ne pas pousser vers la fibre. D'un côté, les élus voient leur budget fondre en matière de dotation et ne souhaitent/peuvent pas toujours investir dans un chantier pour la fibre optique. Mais de l'autre, les opérateurs doivent rentabiliser leurs investissements sur le réseau cuivre, tout en continuant de vendre de l'ADSL à leurs clients.

«Orange [qui vient de publier un communiqué sur son objectif de raccorder 1 million de personnes supplémentaires à la fibre d'ici 2017] détient un presque monopole sur le réseau cuivre puisque c'est l'ancien opérateur public de télécommunications, détaille Xavier de Mazonod, créateur du site ZeVillage, et militant du télétravail et du développement de la zone rurale par le numérique. C'est un opérateur puissant qui donne le rythme; ses concurrents ne déploient –ou peu– la fibre en zone rurale, donc tant qu'il n'y a pas de course sur ce marché, c'est la logique de la rentabilité qui prend le pas.»

Selon l'expert, un peu désabusé, la fibre ce n'est pas pour demain malgré les annonces! Un retard d'autant plus fort que le sujet technique, et plein de mots barbares à séduire. Reste une solution, pour les habitants des zones rurales les plus motivés: se regrouper, devenir un opérateur alternatif et tirer soi-même sa propre fibre.

# Theresa May forme un gouvernement chargé de réussir le Brexit

**La nouvelle Première ministre britannique, Theresa May, a poursuivi jeudi la composition du gouvernement avec lequel elle entend réussir au mieux la sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne, n'hésitant pas à écarter des figures du Parti conservateur.**

**A**u lendemain de son installation au 10, Downing Street, Theresa May a ainsi mis sur la touche le ministre de la Justice Michael Gove, un partisan du Brexit qui avait un temps brigué la succession de David Cameron, après avoir confié le portefeuille clé du Foreign Office à l'ancien maire de Londres Boris Johnson, provoquant la stupéfaction dans bon nombre de chancelleries du monde entier.

Face aux interrogations sur l'impact économique du Brexit au Royaume-Uni, Theresa May a installé Philip Hammond au ministère des Finances et ce dernier a promis qu'il serait moins intransigent que son prédécesseur George Osborne en matière de réduction des déficits publics.

«Les marchés ont besoin de signaux encourageants, ils doivent savoir que nous ferons tout ce qui est nécessaire pour maintenir l'économie sur les bons rails», a déclaré Philip Hammond.

«Bien sûr, nous allons poursuivre la réduction des déficits, mais les questions de méthodologie, de calendrier et de rythme seront abordées à la lumière des nouvelles circonstances économiques», a-t-il dit.

En dépit des attentes des analystes, la Banque d'Angleterre a choisi jeudi le statu quo et n'a pas touché à son taux directeur alors que les investisseurs s'attendaient à ce qu'elle lâche un peu de lest. Mais elle a laissé entendre qu'elle annoncerait des mesures de soutien au crédit et à l'économie dès le mois prochain.

## OSBORNE SUR LA TOUCHE

Theresa May, qui avait soutenu du bout des lèvres le camp du «Remain», doit encore choisir quand et comment enclencher la procédure de divorce avec les autres pays de l'Union européenne, qui espèrent de leur côté que le dossier sera réglé rapidement. Interrogé à l'occasion de la traditionnelle interview du 14-juillet, le président français,



François Hollande, a prié la nouvelle Première ministre de ne pas perdre de temps, tout en lui rappelant que «le Royaume-Uni ne peut pas avoir dehors ce qu'il avait dedans». Theresa May a préféré réserver ses premiers mots de chef de l'exécutif aux Britanniques ordinaires, leur promettant davantage de justice sociale.

«Le gouvernement que je dirige ne sera pas conduit en fonction des intérêts de quelques privilégiés mais en fonction des vôtres. Nous ferons tout ce qui est possible pour vous donner davantage de contrôle sur vos vies», a-t-elle dit.

Les Britanniques ont fait le choix du Brexit en dépit des signaux adressés par le camp du «Remain» qui assuraient qu'une telle

issue précipiterait le Royaume-Uni dans une phase de turbulences, tandis que les partisans du «Leave» accusaient les pro-européens de mener une campagne de terreur et expliquaient qu'une sortie de l'UE redonnerait la prospérité à une Grande-Bretagne redevenue indépendante de Bruxelles.

L'une des premières décisions prises par Theresa May après sa nomination par la reine Elizabeth II a été de se séparer de George Osborne, qui a incarné pendant six ans les politiques d'austérité britannique et qui s'était ostensiblement rangé dans le camp des partisans du maintien dans l'UE.

La Première ministre a poursuivi l'exercice jeudi en écartant les ministres de la Justice, de l'Education, de la Culture et celui

des Relations avec la Chambre des communes. Theresa Villiers, ministre pour l'Irlande du Nord et Stephen Crabb, ministre du Travail et des Retraites, ont quant à eux démissionné.

Parmi les entrants, on constate l'arrivée de personnalités de l'aile droite du Parti conservateur, dont David Davis, nommé à un ministère nouvellement créé, celui de la sortie de l'Union européenne, et Liam Fox, ancien ministre de la Défense, désormais chargé du Commerce international. Ces deux chauds partisans du Brexit seront donc en première ligne dans les négociations longues et délicates qui s'annoncent avec l'Union sur la procédure de divorce.

Reuters

## Florilège des gaffes diplomatiques de Boris Johnson

■ Boris Johnson, nouveau ministre britannique des Affaires étrangères du gouvernement de Theresa May, a accumulé au fil des ans les boutades plus ou moins drôles et souvent insultantes.

Il s'est également distingué dans des postures ridicules, notamment pendu à une tyrolienne pendant les Jeux Olympiques de Londres en 2012 ou plaquant brutalement un enfant sur un terrain de rugby au Japon. Il a également suscité la polémique en posant pour la presse allongé en costume, armé d'un fusil d'assaut AK-47, aux côtés de combattants peshmergas dans les montagnes du Kurdistan en 2015.

Voici quelques-unes de ses perles :

### L'UE et Hitler

«Napoléon, Hitler, plusieurs personnes ont essayé de le faire (unir le continent européen, NDLR), et cela s'est terminé de manière tra-

gique. L'Union européenne est une autre tentative avec des méthodes différentes», a lancé le chef de file des partisans d'une sortie de l'UE pendant la campagne référendaire, dans le journal dominical Sunday Telegraph.

### Hillary Clinton, 'infirmière sadique'

En 2007, lorsque Hillary Clinton semblait la mieux placée pour remporter l'élection présidentielle américaine de 2008, Boris Johnson avait écrit dans le Daily Telegraph :

«Elle a des cheveux teints en blond, des lèvres boudeuses et un regard bleu acier comme une infirmière sadique d'un hôpital psychiatrique».

Avant d'ajouter en guise de chute misogyne à son billet d'humeur : «si Bill peut gérer Hillary, il peut sans doute gérer n'importe quelle crise mondiale».

### Obama, président 'à moitié kényan'

«Certains ont dit que c'était un pied de nez

à la Grande-Bretagne. D'autres ont dit que c'était le symbole du dégoût ancestral du président à moitié kényan pour l'empire britannique dont Churchill a été un fervent défenseur», a écrit l'ancien maire de Londres dans le Sun, critiquant le renvoi par l'administration Obama d'un buste de Winston Churchill prêté par le Royaume-Uni.

Le buste avait en fait été prêté par le Royaume-Uni et a été rendu à l'ambassade britannique à l'échéance du prêt.

### Poème insultant sur Recep Erdogan

«Si quelqu'un veut faire une blague sur l'amour qui fleurit entre le président turc et une chèvre, il devrait pouvoir le faire, dans n'importe quel pays européen, y compris en Turquie», a affirmé Boris Johnson, remportant ainsi le premier prix du «concours de poèmes insultants» envers le président turc Recep Tayyip Erdogan.

Voici le poème humoristique en cinq vers

composé par Boris Johnson, dont l'arrière grand-père était Turc :

«Il était une fois un jeune gars d'Ankara, qui était un fantastique branleur Jusqu'à ce qu'il sema son avoine sauvage Avec l'aide d'une chèvre mais il ne s'arrêta pas pour la remercier».

### 'négrillons' et 'sourire de pastèque'

Dans sa colonne hebdomadaire dans le Daily Telegraph, il s'était moqué du côté globe-trotter de l'ancien Premier ministre britannique Tony Blair :

«Quel soulagement cela doit être pour Blair de quitter l'Angleterre. Il a été dit que la Reine a appris à aimer le Commonwealth en partie parce qu'elle y recevait une dose régulière de foules en liesse de négrillons agitant des drappeaux». Il a également été critiqué pour avoir évoqué les «sourires de pastèque» dans cette colonne qui date de 2002.

AFP

Roumanie

# Villageois «esclaves», 38 détentions provisoires



**Trente-huit habitants d'un village roumain soupçonnés d'avoir réduit en esclavage des dizaines de personnes, dont des enfants, ont été placés en détention provisoire jeudi soir, a-t-on appris de source judiciaire.**

Les juges du Tribunal de Pitesti (sud) ont ordonné la mise en détention provisoire - pendant 30 jours - de 17 personnes, tandis qu'une femme qui souffre d'une maladie chronique se verra interdire de quitter son domicile. Quelques heures plus tôt, ils avaient déjà décidé de faire arrêter 20 autres suspects.

Les 38 personnes avaient été interpellées mercredi à la suite d'un vaste coup de filet de la police dans le village de Berevoesti, dans le sud de la

Roumanie, a déclaré à l'AFP Mihaela Porime, porte-parole du parquet chargé de la criminalité organisée (DIICOT).

Les policiers avaient libéré cinq personnes qui vivaient enchaînées, dont deux enfants âgés de 10-12 ans.

«Les enfants avaient des traces de blessures sur tout le corps. Ils semblent traumatisés psychologiquement et physiquement», a affirmé sur la chaîne de télévision Digi 24 Adrian Macovei, le responsable du service de la protection de l'enfance qui les a recueillis.

Attachées «avec des chaînes ou des sangles», «battues», les victimes étaient «humiliées», certaines forcées à manger à même le sol ou à se battre entre elles, selon les procureurs qui soupçonnent également des délits sexuels. Au total, les villageois arrêtés sont soupçonnés d'avoir réduit au rang d'esclaves une quarantaine d'adultes et de mineurs depuis 2008 dans ce hameau rural.

Selon les enquêteurs, les victimes ont été enlevées dans des lieux publics ou à leur domicile. Elles étaient ensuite contraintes à «faire le ménage, s'occuper des animaux, couper illégalement du bois» ou à mendier. D'autres auraient été attirées par de fausses promesses d'em-

ploi.

Jeudi, plusieurs habitants de Berevoesti ont rejeté avec force les accusations auprès des journalistes venus à leur rencontre. Ils affirment avoir aidé des personnes dans le besoin.

«Ces gens sont venus travailler chez nous, on leur a donné à manger, un abri, on ne leur a rien fait de mal, ce sont des malheureux, des orphelins, on a eu pitié d'eux, comme s'ils étaient nos enfants», a déclaré à l'AFP une femme qui a refusé de donner son nom.

«Sur 300 familles qui vivent ici, personne n'aurait rien vu, personne n'aurait demandé «pourquoi un tel ou un tel est attaché ?» Quelqu'un aurait dit quelque chose», a dit Vasilca Brumar, 32 ans, dont le frère a été interpellé.

C'est le maire de Berevoesti Florin Proca qui a alerté la police en 2015. Il soupçonnait des enfants d'être contraints à travailler.

Jeudi, il s'est déclaré «stupéfait». «Je n'imaginai pas qu'en 2016 il puisse y avoir de tels gens sans âme. J'ai vu des images choquantes d'esclaves, de gens détenus par la force, maltraités», a-t-il confié à l'AFP.

AFP

France

## Record du plus long pique-nique au monde

Des milliers de Français ont tenté jeudi, à l'occasion de la fête nationale, de battre deux records: celui de la plus longue nappe au monde (20 km) et celui du plus long pique-nique (2,5 km). Les pique-niqueurs se sont installés sur la nappe aux carreaux rouges et blancs tendue d'un seul tenant le long du chemin de halage de la rivière Mayenne (ouest), selon l'AFP.

20.427 mètres très exactement: c'est la longueur de tissu que l'huissier de justice, Isabelle Bouvet, a calculée en suivant à moto la nappe épousant les douces courbes de la rivière.

Le chiffre magique sera transmis au Livre Guinness des Records qui décidera d'enregistrer ou non un nouveau record. Un autre record, celui du plus long pique-nique (2,527 km) battant un précédent record sud-africain (1,7 km), sera également transmis au Guinness.

L'idée «un peu dingue» de réunir les habitants pour un pique-nique géant a germé il y a un an dans la tête d'Anne-Marie Amoros, directrice de la station de radio publique locale, qui y a vu «un outil de développement local». «C'est un prétexte pour que les gens se rencontrent, qu'ils échangent», souligne-t-elle.

Par le truchement d'un site de financement participatif, elle est arrivée à convaincre particuliers et entreprises d'acheter «des mètres de nappe» au prix de cinq euros le mètre. «La plus belle avenue du monde aujourd'hui, c'est le chemin de halage», a lancé l'évêque de Laval, Mgr Thierry Scherrer, cité par la même source, au moment où les derniers morceaux de tissu étaient cousus ensemble sur le Pont Vieux, qui traverse la Mayenne au cœur de la ville.

R. I.

Dans le célèbre Musée du Caire

## Le plus vieux texte écrit sur du papyrus, exposé

Le plus vieux texte écrit sur du papyrus jamais retrouvé est exposé depuis jeudi dans le célèbre musée du Caire, où sont préservées les plus belles pièces du trésor pharaonique de l'Égypte, ont rapporté les médias locaux.

Ce manuscrit datant de l'ère du pharaon Khéops, qui régna sur l'Égypte antique il y a plus de 4.500 ans, a été découvert avec d'autres papyrus en 2013 par une équipe d'archéologues dans la région de Wadi El-Jarf, au sud-est du Caire, sur les rives de la mer Rouge.

Il évoque notamment la construction de la grande pyramide de Guizeh, à l'ouest du Caire.

«Il s'agit du plus vieux texte écrit» jamais découvert en Égypte, a indiqué Sayed Mahfouz, un des archéologues à l'origine de cette découverte.

Le papyrus a été retrouvé en morceaux, «il y a plus de milles pièces», a-t-il précisé.

Ce papyrus, qui sera exposé deux semaines au musée du Caire, «rapporte le quotidien et le mode de vie des ouvriers du port (de Wadi El-Jarf)», selon un communiqué du ministère des Antiquités.

«Il montre que les ouvriers ont participé à la construction de la Grande pyramide» de Khéops à Guizeh.

La pyramide est considérée comme l'une des sept merveilles du monde de l'Antiquité, construite il y a plus de 4.500 ans.

«C'est un journal appartenant à un inspecteur public, Merer (le bien-aimé en langue pharaonique) qui nous montre que le règne de Khéops a dépassé les 26 ans», a expliqué M. Mahfouz.

Avant la découverte du papyrus, peu de détails étaient disponibles sur la longueur du règne du célèbre pharaon de la IV<sup>e</sup> dynastie.

L'inspecteur public Merer dirigeait une équipe composée d'une quarantaine de marins, selon le communiqué du ministère des Antiquités.

Le papyrus rapporte notamment «le travail de son équipe qui transporte des blocs de calcaire des carrières de Torah, sur la rive est du Nil, vers la pyramide de Khéops sur le plateau de Guizeh», d'après la même source.

R. Y.

Italie

# Les restes des corps de plus de 450 migrants retirés d'un chalutier naufragé

Les restes des corps de plus de 450 personnes ont été retirés d'un chalutier renfloué en Italie, plus d'un an après avoir coulé avec des centaines de migrants à son bord. 675 corps ont été retrouvés, a annoncé jeudi la marine italienne. « Au total nous avons 675 «body bags» », ces sacs contenant les corps des victimes, a déclaré jeudi le commandant Nicola De Felice en illustrant devant la presse les résultats de cette opération, qui a pris fin jeudi.

Ce total se décompose en 458 corps ou restes de corps récupérés sur le petit chalutier depuis qu'il a été renfloué par la marine militaire, 169 récupérés sur et

autour de l'épave ces derniers mois et 48 récupérés récemment par un navire militaire, a précisé l'officier, cité par l'agence AGI. Dans la nuit du 18 au 19 avril 2015, le chalutier parti de Libye avait sombré après avoir percuté un cargo portugais venu à son secours. Il n'y a eu que 28 survivants, qui ont indiqué qu'ils étaient quelque 800 à bord au départ.

Récupérée par la Marine italienne à 370 mètres de profondeur, l'épave du pire naufrage en Méditerranée depuis des décennies avait été placée il y a deux semaines sur un site spécialement aménagé près d'une base de l'Otan à Augusta, en Sicile. Selon le parquet de

Catane, le nombre total de victimes, en prenant en compte également ceux dont les corps ne seront jamais récupérés, devrait avoisiner les 700.

Giuseppe Romano, un responsable des pompiers qui ont extrait les corps de l'épave du chalutier, a affirmé que « l'aspect le plus impressionnant est qu'il y avait cinq personnes par mètre carré dans la cale » du chalutier surchargé par les passeurs. Depuis 2014, plus de 10.000 migrants sont morts ou disparus en tentant de gagner l'Europe par la mer, pour la plupart en Méditerranée centrale, selon le Haut-commissariat de l'ONU pour les réfugiés (HCR).

20 minutes

Festival de la chanson oranaise

# Hichem Hanifi de Mascara décroche le premier

Le festival a enregistré la participation de plus de 50 artistes amateurs et professionnels dont Houria Baba, Djahida, Oulhaci et Messabih.



Le Premier prix du Festival de la musique et de la chanson oranaise, clôturé jeudi soir au Théâtre régional Abdelkader Alloula d'Oran a été décroché par Hichem Hanifi de Mascara.

Le deuxième prix de cette manifestation artistique et culturelle a été décerné à Houari Mehantar de Aïn Témouchent et le troisième prix est revenu à Ikram Bnenazzouz de la même wilaya. Des récompenses financières et des diplômes ont été remis, à cette occasion, aux

lauréats. Les prestations des chanteurs amateurs qui se sont succédés sur la scène tout au long de cinq soirées ont été évaluées par un jury composé de cheikh Saïdi, du compositeur Abdallah Benahmed, du poète Belhadri Belhadri et du réalisateur Saïm Fethi et présidé par le directeur de l'Office national des droits d'auteur et droits voisin (Onda), Hachemi Boucif.

A noter que des chanteurs professionnels ont animé également ces soirées. La soirée de clôture a été animée par

Abdelkader Sidi Adda et Maâti El Hadj, tous deux promus de l'école Alhan oua chabab de 1994 et 1987, de même que la jeune chanteuse Hakima Boulandji, le spécialiste en comédie musicale Abdallah Saï et la vedette de la chanson oranaise, Baroudi Bekhedda.

Le festival a enregistré la participation de plus de 50 artistes amateurs et professionnels dont Houria Baba, Djahida, Oulhaci et Messabih et des chanteurs rai dont cheb Abbès, cheb Redouane et Hasni junior.

Cette neuvième édition du festival a été marquée par un hommage à l'ancienne chanteuse Meriem Abed et le chanteur raï et parolier défunt, Bouteldja Belkacem. L'Onda, qui parraine ce festival, a décidé d'attribuer un prix sous forme d'offre financière à la famille de Bouteldja Belkacem en signe de reconnaissance à ce chanteur, mort en 2015 suite à une longue maladie. La chanson raï interprétée par cheb Redouane a clôturé le festival.

Farid D.

Une figure de la littérature hongroise

## Mort de l'écrivain Peter Esterhazy

L'écrivain Peter Esterhazy, chef de file de la littérature hongroise, est mort jeudi à l'âge de 66 ans d'un cancer dont il avait fait le sujet de son dernier ouvrage, a annoncé son éditeur, Krisztian Nyary.

Krisztian Nyary, directeur des éditions Magveto, a déclaré à l'agence de presse hongroise, MTI, que l'écrivain s'était éteint dans l'après-midi.

Peter Esterhazy avait ouvert en juin la Foire internationale du livre de Budapest où il avait présenté son dernier ouvrage, *Journal intime du pancréas* qui évoquait sa bataille contre la maladie.

Né à Budapest le 14 avril 1950, Peter Esterhazy, était issu d'une vieille famille aristocratique dépossédée de ses biens en 1948 après la prise du pouvoir par le Parti communiste. Etudiant en mathématiques, il

avait travaillé pendant quatre ans, de 1974 à 1978, à l'Institut d'informatique du ministère de l'Industrie, avant de se consacrer exclusivement à la littérature.

Son oeuvre la plus importante est *Harmonia Caelestis* (2000) dans laquelle il retrace l'histoire de sa famille, de ses ancêtres à l'époque de l'empire austro-hongrois jusqu'à leur persécution par la dictature communiste. En 2005, sous le titre *Revu et corrigé*, il publie une nouvelle version d'*Harmonia Caelestis* après s'être rendu compte que son père avait été un informateur de la police politique pendant l'ère communiste. L'auteur, défenseur de la liberté d'expression et de la presse avait affirmé avoir lui-même été victime de censure à l'occasion d'une intervention à la radio en 2013. «La dernière fois que j'ai été censuré, c'était en 1981, sous la régime communiste», avait

alors lancé Peter Esterhazy. Considéré comme la figure la plus importante de «la nouvelle prose hongroise», il laisse une oeuvre caractérisée par sa diversité stylistique et ses expérimentations formelles, une prose «argotique et débordante de vie», avait dit de lui l'écrivain américain John Updike.

*Indirect, Les verbes auxiliaires du coeur* (1992), *Le livre de Hrabal* (1994) et *Une femme* (1998), figurent parmi les romans qui ont fait sa notoriété et lui ont valu d'être traduit et publié dans une vingtaine de langues.

Peter Esterhazy a consacré en 2006 un livre à son sport préféré, le football, intitulé *Voyage au bout des seize mètres* (2008), un clin d'oeil à son plus jeune frère, un ancien international hongrois.

G. T.

## Oum El Bouaghi Sellal annonce la création de la Fondation Aïssa Djermouni

Le Premier ministre, Abdelmalek Sellal, a annoncé, jeudi à Aïn Beïda, (Oum El Bouaghi) la création de la Fondation Aïssa Djermouni.

Au cours de l'inauguration de la résidence universitaire 500 lits, M. Sellal a annoncé qu'une aide financière de l'ordre de un million de dinars est octroyée par l'Onda (Office national des droits d'auteurs et droits voisins) pour la création de cette fondation, appelant notables de la ville et responsables à participer à faire émerger «un pan du patrimoine musical du défunt artiste».

Le Premier ministre, a dans ce contexte, ajouté qu'un soutien et un accompagnement seront accordés à la Fondation Aïssa Djermouni.

Soulignant l'importance de «déterrer» des repères identitaires du patrimoine culturel, M. Sellal a cité le poète El Hani Benguenoun de Mascara, parolier de l'immortelle chanson du malouf *Ya Dhalma* et l'importance de valoriser un patrimoine, héritage de la nation.

Auparavant, le Premier ministre, à son passage à l'université Larbi Ben M'hidi où il a inauguré l'Institut des sports, a qualifié le défunt artiste Aïssa Djermouni de «sommités dont le répertoire et le parcours méritent d'être valorisés».

R. C.

Festival international  
du malouf de Testour

## Participation de Hamdi Benani

Le maître algérien de la musique malouf, Hamdi Benani, sera l'invité de la 50<sup>ème</sup> édition du Festival international du malouf et de la musique traditionnelle arabe de Testour (nord-ouest de la Tunisie), prévue du 16 au 31 juillet en cours, avec la participation de plusieurs troupes musicales représentant, notamment la Tunisie, l'Algérie et la Libye, a indiqué la presse tunisienne.

Né en 1943 à Annaba, Hamdi Benani est l'un des célèbres interprètes algériens du malouf, avec le chantre de cette musique, Hadj Tahar Fergani.

Il a interprété plusieurs titres ayant fait son succès notamment *Ya bahi el djamel, Ainin lahbara, Achaq mamhoun, Damii djara, Ouech edani nachaq ezine* et *Djani ma djani*.

Surnommé «L'ange blanc, car souvent vêtu de blanc et toujours muni de son instrument fétiche, un violon blanc, Benani a pris part à plusieurs manifestations musicales nationales et internationales notamment en Tunisie, au Maroc, en Russie et en Corée du Nord.

La 50<sup>ème</sup> édition du Festival de Testour, organisée sous le slogan «50 ans de sauvegarde du patrimoine», sera marquée par la participation de plusieurs troupes maghrébines du malouf dont deux troupes tunisiennes, Chouyoukh el malouf de Bizerte et Errachidia de Sousse, outre une troupe espagnole de flamenco.

Créé en 1967, le Festival international du malouf et de musique traditionnelle arabe de Testour, organisé sous le parrainage du ministère tunisien de la Culture et de la Sauvegarde du patrimoine est l'une des principales manifestations maghrébines consacrées à la musique du malouf qui veille à la sauvegarde du patrimoine andalou et de la musique traditionnelle arabe, selon ses organisateurs.

R. H.

PAROLES DE FEMMES

«Il y a souvent plus d'angoisse à attendre un plaisir qu'à subir une peine.»

Colette



# FEMMES

ILS ONT DIT :

«Attendre est encore une occupation. C'est ne rien attendre qui est terrible.»

Cesare Pavese

ACTU-FEMMES Page animée par Tinhinan

Attentat de Nice

## Rihanna annule son concert et fait part de ses condoléances

C'est une véritable tragédie qui s'est déroulée ce jeudi 14 juillet, vers 23 h à Nice, lorsqu'un homme a tué plus de 80 personnes après le feu d'artifice. Rihanna, qui devait se produire dans la ville pour sa tournée mondiale ANTI, hier soir, a annulé son concert.

Les mots manquent pour décrire le massacre qui s'est déroulé ce jeudi 14 juillet à Nice, aux alentours de 23 h. Un homme au volant d'un camion blanc a foncé sur la foule présente sur la Promenade des Anglais après le feu d'artifice, tuant 84 personnes selon un bilan encore provisoire. Parmi les nombreux blessés, 18 sont toujours en état d'urgence absolue. Sur Twitter, Christian Estrosi, adjoint au maire de Nice et président du conseil régional de Provence Alpes Côte d'Azur, (qui a changé sa photo de profil pour Je suis Nice), a, entre autres, annoncé que toutes les festivités qui étaient prévues ces prochains jours étaient annulées.

Rihanna a confirmé la nouvelle sur son compte Instagram il y a quelques heures. En légende d'une photo représentant un cœur avec, à l'intérieur, le drapeau français, elle a écrit : «A cause des événements tragiques de Nice, mon concert de demain, 15 juillet, au stade de l'Allianz Riviera, n'aura pas lieu comme prévu. Toutes nos pensées aux victimes et à leurs familles.» Interrogé par Just Jared, le porte-parole de Rihanna a assuré que la chanteuse était «en sécurité». «Elle va bien.» Elle s'était produite la veille, mercredi 13 juillet, à Milan et était déjà arrivée dans la ville française lorsque l'homme abattu par les forces de l'ordre a mené son attaque. Personne ne sait en revanche où elle se trouvait lorsque ces événements tragiques ont eu lieu.



SOINS

### HUIT JOURS POUR RETROUVER UNE BELLE PEAU

Un teint radieux, une peau repulpée, des traits défatigués comme au retour des vacances, c'est possible ! Suivez le guide pour vous métamorphoser en une semaine seulement.

SOS épiderme à bout de souffle

Votre peau devient terne, tiraille ? Des petites imperfections pointent le bout de leur nez ? Il est temps de réagir et de vous offrir une mini-détox. Huit jours suffisent pour métamorphoser son apparence. A la clé, un teint réoxygéné et un visage plus lumineux, qui réfléchit parfaitement la lumière.

Le bon réflexe : avant de commencer votre cure beauté, faites un mini-jeûne cosmétique de 24 heures. Nettoyez votre visage le matin à l'aide d'une lotion douce, éliminez

tous les produits et zappez le maquillage. Si votre peau tiraille trop, octroyez-lui une noisette de crème hydratante, mais pas plus ! Au-delà des huit jours, garder une belle peau, c'est aussi faire une croix sur certaines mauvaises habitudes : tabac, alcool, café, démaquillage bâclé sont les ennemis jurés du joli teint !

Notre programme :

- Jour 1 : La BB attitude
- Jour 2 : Dégainer le joker argile
- Jour 3 On allège tout !
- Jour 4 Coup de gomme sur le teint
- Jour 5 La nuit repulpante
- Jour 6 Splash réveille-matin
- Jour 7 Journée "sérum only"
- Jour 8 Modelage au thé vert

FORME

### COMMENT PRÉVENIR LA PRISE DE POIDS

**Du bon sens avant tout Manger équilibré est toujours possible en suivant un minimum de règles de bon sens :**

- faire trois vrais repas quotidiens, agréables et suffisamment rassasiants pour éviter le grignotage, en répartissant la ration calorique dans la journée et en prenant le temps de manger dans la détente ;
- limiter les aliments très riches en graisses (attention aux lipides "cachés" dans les viandes, fromages, pâtisseries, viennoiseries, chips, biscuits, sauces...) et adopter des

modes de cuisson de type vapeur, grill, poêles antiadhésives ... ;

- ne pas trop consommer de glucides simples (tout ce qui a le goût sucré, y compris sodas et jus de fruits) ;
- réhabiliter les sources de glucides complexes (pain, céréales, féculents et légumes secs, pommes de terre, pâtes et riz) qui rassasient bien et ne font pas grossir si on ne les enrichit pas trop de sauces, beurre, etc ;
- manger abondamment fruits et légumes frais (crudités, légumes verts), qui apportent vitamines et eau ;
- parmi les sources de protéines, privilégier les viandes peu grasses, les poissons et volailles ;
- préférer l'eau aux boissons sucrées.

BEAUTÉ

### L'EAU ET LES CORPS GRAS POUR UNE JOLIE PEAU

Un des secrets d'une jolie peau lisse et souple ? L'hydratation de l'intérieur, par de l'eau en quantité suffisante. Pour cela, il faut boire chaque jour au moins un litre et demi, en prenant des eaux minérales, des infusions et maximum deux ou trois thés ou cafés (légers).

Répartissez vos boissons sur toute la journée, du lever au coucher. Les cellules qui constituent le derme (\*) sont plus exposées à la déshydratation que les autres cellules de l'organisme. Si votre peau est déshydratée, par le froid, le vent ou les ambiances surchauffées, elle risque de se strier et de se rider. La déshydratation correspond à un manque d'eau alors que le dessèchement correspond à un manque de lipides. Alors ne vous privez pas des précieux corps gras végétaux, sous prétexte que leur nom "corps gras" vous inquiète ! Une cuillère à

soupe par jour d'huile dans l'alimentation, fournit des acides gras essentiels et de la vitamine E aux membranes cellulaires. Vous pouvez aussi vous accorder quotidiennement une part de beurre ou de fromage et trois à quatre œufs par semaine : leur vitamine A stimule le renouvellement cellulaire de l'épiderme.

(\*) Couche profonde de la peau, couverte par l'épiderme.



## Les DÉBATS

Quotidien national d'information

Edité par la SARL MAHMOUDI INFO

Le fondateur Abderrahmane Mahmoudi

• Gérante Naima MAHMOUDI • Directeur de la publication Aïssa KHELLADI •

• Direction-Administration 2, boulevard Mohamed V, Alger. Tél. : 021.63.45.42 -

Fax : 021.63.45.13 - Service Publicité : 021.63.42.65 • Email : Lesdebats@hotmail.com •

Web : <http://www.lesdebats.com> • Impression SIA • Publicité ANEP 1, avenue Pasteur, Alger, Tél. : 021.73.30.43

Milovan Rajevac, nouveau sélectionneur national

# "Le mondial reste l'objectif majeur"

Le nouveau sélectionneur Milovan Rajevac, accompagné de son adjoint et traducteur Kristijan Cvijetic, a connu sa première conférence de presse aujourd'hui. La première chose que l'on aura retenu c'est qu'il s'exprime en serbe. Il a expliqué qu'il allait apprendre le français comme il a appris l'anglais lorsqu'il avait dirigé le Ghana entre 2008 et 2010.

Concernant les cinq dernières années où il n'a pas exercé à la tête d'un club ou d'une sélection il a expliqué qu'il a notamment été sollicité par la fédération serbe en tant que conseiller technique mais aussi comme formateur d'entraîneurs pour l'obtention des diplômes UEFA.

Concernant sa philosophie de jeu, il n'est pas entré dans les détails tout en donnant un aperçu de sa façon de faire. «C'est toute l'équipe qui doit défendre et attaquer», a expliqué Rajevac qui ne semble pas adepte du beau jeu, puisque et apparemment seul le résultat l'importe et l'intéresse. Il vouera que pour lui le plus



important c'est de ne pas prendre de buts en prenant pour exemple le Portugal qui n'a pas gagné dans le réglementaire jusqu'en demi-finale. Et d'ajouter, «les équipes que j'ai entraîné prennent généralement très peu de buts» avant de conclure : «Je préfère gagner 5 match 1-0 que de gagner un match 5-0».

**«Je préfère gagner 5 match 1-0 que de gagner**

**un match 5-0»**

Concernant son staff, il expliquera qu'il allait garder le même staff technique auquel s'ajoutera Kristijan Cvijetic. Pour ce qui est de sa relation avec les joueurs, il affirmera qu'il s'est toujours entendu avec les éléments qu'il avait en main et qu'il souhaite que les joueurs algériens avec lesquels il aura à travailler vont percer, comme cela a été le cas avec ceux du Ghana qu'il avait dirigé. Le nou-

veau patron des Verts qui dira qu'il a été impressionné par le centre des équipes nationales de Sidi Moussa, avouera que la sélection dispose de tous les moyens pour mener à bien sa tâche. Pour ce qui est des objectifs qui lui ont été fixés par la FAF, Rajevac affirmera que le plus important était de se qualifier au Mondial et jouer à fond cette compétition. «La Coupe du Monde reste l'objectif majeur. Je rêve de dépasser la 5e place que j'ai obtenu avec le Ghana en 2010.», a-t-il souligné, en ajoutant qu'il se sent prêt à affronter un nouveau challenge. L'ancien coach des Black Stars du Ghana qui est de l'école yougoslave tout comme l'ancien driver des Verts, Halilhodzic, soulignera qu'il n'a pas encore discuté avec l'actuel sélectionneur du Japon et que la dernière fois qu'il l'avait fait c'était lors de la Coupe d'Afrique des Nations en 2010 en Angola, mais qu'il devrait le faire dans les prochains jours, pour avoir une idée sur la sélection algérienne qu'il avait dirigé avant lui.

Imad M.

Classement FIFA

## 32<sup>e</sup> place pour l'EN

■ L'Algérie a conservé sa 32e place mondiale et première africaine, selon le dernier classement mensuel de la Fédération internationale de football (FIFA), publié jeudi sur son site. Au niveau africain, les Verts sont devant notamment la Côte d'Ivoire (35e/+1), le Ghana (36e/+1), le Sénégal (41e/0), l'Égypte (43e/+2) et la Tunisie (45e/+2).

Concernant les adversaires des équi-piers de Ryad Mahrez dans les qualifications du Mondial-2018, ils occupent les places suivantes : Cameroun (53e/+5), Nigeria (70e/-9) et Zambie (88e/-9). Quant au Lesotho, que la sélection algérienne affrontera en septembre prochain à domicile pour le compte de la 6e et dernière journée des éliminatoires de la coupe d'Afrique des nations-2017, il est 151e mondial (+4).

Le Portugal, qui a remporté l'Euro-2016 au détriment de la France (7e/+10) le 10 juillet, la coiffe également au classement FIFA pour prendre la 6e place (+2), alors que l'Argentine occupe toujours le premier rang du ranking mondial.

Ces progressions se font au détriment notamment de l'Espagne et du Brésil, qui perdent chacun deux places et se retrouvent respectivement 8e et 9e. Les équipes qui ont brillé à l'Euro ont également enregistré des progressions importantes : l'Islande et la Croatie ont gagné 12 places et sont désormais respectivement 22e et 15e, tandis que le Pays de Galles de Gareth Bale, demi-finaliste au championnat d'Europe, gagne 15 places pour se retrouver au pied du Top 10 (11e).

### Athlétisme

#### La FAA annonce la liste des qualifiés pour Rio

■ La Fédération algérienne d'athlétisme (FAA) a levé le voile, jeudi, sur ses représentants qualifiés aux jeux Olympiques-2016 de Rio de Janeiro (5-21 août). Le bureau exécutif de l'instance fédérale s'est réuni mercredi en soirée en session ordinaire pour entériner cette liste qui compte 16 athlètes, conduits par le champion olympique-2012 du 1500m, Taoufik Makhoulfi. Ce dernier est qualifié aussi sur le 800m, mais a indiqué récemment qu'il n'avait pas encore opté pour la distance sur laquelle il allait courir, ou s'il sera aligné sur les deux. Les épreuves d'athlétisme des JO-2016 sont prévus du 12 au 21 août.

#### ► Les 16 athlètes engagés :

Taoufik Makhoulfi (800 et 1500m), Larbi Bouraâda (décathlon), Souad Aït Salem, Kenza Dahmani, El-Hadi Laâmeuche et Hakim Sadi (marathon), Amina Bettiche, Ali Messaoudi, Hichem Bouchicha et Billal Tabti (3000m steeple), Amine Belfar et Yacine Hathat (800m), Mohamed Ameer (20km marche), Abdelmalek Lahoulou et Miloud Rahmani (400m haies), Salim Keddar (1500m).

#### Ligues 1 et 2 Mobilis Six clubs toujours interdits de recrutement

■ Six des quatorze clubs qui étaient interdits de recrutement, font toujours l'objet de cette mesure et ont jusqu'au 20 juillet 2016 pour régler leurs contentieux avec leurs joueurs conformément aux décisions de la Chambre de résolutions des litiges (CRL), indique mercredi la Fédération algérienne de football (FAF) sur son site internet officiel. Le cas échéant, ils demeureront interdits de recrutement et subiront les sanctions de la commission de discipline prévues par les règlements «et qui peuvent aller à la défalcation de points» pour la prochaine saison, prévient la même source, à l'issue de la réunion du bureau fédéral tenue la veille à Alger. Les clubs concernés sont : le MC Oran, le RC Relizane et l'USM El Harrach en Ligue 1 Mobilis et le RC Arbaâ, l'USM Blida et le CA Bordj Bou Arréridj en L2 Mobilis, a révélé la FAF.

### EN Olympique

# Schürmann divulgue sa liste

Le sélectionneur de l'équipe olympique algérienne de football, Pierre-André Schürmann, a dévoilé jeudi la liste des 18 joueurs qui seront du voyage à Rio de Janeiro pour prendre part aux jeux Olympiques 2016.

«Conformément à la réglementation de la FIFA et du CIO, le staff technique de la sélection nationale U23 a rendu publique la liste des 18 joueurs qui prendront part aux prochains Jeux olympiques de Rio (5-21 août 2016)», a indiqué la Fédération algérienne de football (Faf) sur son site.

Le technicien suisse a pris une décision définitive sur le groupe qui défendra les couleurs de l'Algérie, au lendemain de la défaite à domicile face à l'Irak (2-3) en match amical disputé mercredi au stade Mustapha-Tchaker de Blida.

Cinq joueurs de l'USM Alger figurent sur la liste : Abdellaoui, Benguit, Benkhemassa, Meziane et Darfalou ainsi que trois éléments évoluant à l'étranger: Belkebla (RC Tours, France), Aït Atmane (Sporting Gijon, Espagne) et Bounedjah (Al Sadd, Qatar).

Le staff technique a établi une liste de quatre réservistes : Oussama Methazem (MC El Eulma), Redouane Cherifi (USM Bel-Abbès), Messala Merbah (JS Saoura)



et Abdelhakim Amokrane (ES Sétif).

«Les réservistes ne se déplaceront à Rio qu'en cas de blessure de l'un des joueurs de la liste des 18», a précisé la Faf.

Lors du premier tour du tournoi de football des JO-2016, l'Algérie évoluera dans le groupe D avec le Portugal, l'Argentine et le Honduras.

#### Liste des 18 joueurs:

► Gardiens de but : Abdelkader Salhi (CR Belouizdad), Farid Chaâl (MC Alger)  
Défense : Miloud Rebiaï (ES Sétif), Ayoub Abdellaoui (USM Alger), Ryad Kamar

Eddine Keniche (ES Sétif), Houari Ferhani (JS Kabylie), Abdelraouf Benguit (USM Alger), Abdelghani Demmou (MC Alger)

► Milieu de terrain : Zakaria Draoui (CR Belouizdad), Haris Belkebla (RC Tours/France), Mohamed Benkhemassa (USM Alger), Rachid Aït Atmane (Sporting Gijon/ Espagne), Sofiane Bendebka (NA Hussein Dey)

► Attaque : Zakarya Haddouche (ES Sétif), Mohammed Benkabilia (JS Kabylie), Abderrahmane Meziane (USM Alger), Baghdad Bounedjah (Al Sadd/Qatar), Oussama Darfalou (USM Alger).

### Handi-basket: championnat arabe d'Agadir

## L'EN haut la main

■ La sélection nationale algérienne de handi-basket, qualifiée aux jeux Paralympiques de Rio, a dominé le premier tour du championnat arabe «Open» qui se déroule à Agadir, depuis lundi, avec la participation de six pays dont l'Afrique du Sud, comme invité d'honneur.

Les protégés de l'entraîneur Lahcene Tagmi ont remporté leurs cinq matches du tour, devant respectivement, l'Irak (48-24), le Maroc (77-72), l'Afrique du Sud (79-53), le Koweït (87-25) et l'Arabie Saoudite (63-33).

Les coéquipiers de Nabil Gueddoun terminent premiers avec 10 points devant le Maroc et l'Afrique du Sud. Ils attendront jeudi soir pour connaître leur adversaire en demi-finale,

qui sera le 4<sup>e</sup> au classement du premier tour.

La compétition regroupe l'Algérie (champion d'Afrique en titre), le Maroc, l'Afrique du Sud, le Koweït, l'Arabie Saoudite et l'Irak.

La journée du vendredi sera consacrée aux demi-finales qui opposeront le 1<sup>er</sup> au 4<sup>e</sup> du 1<sup>er</sup> tour, alors que le second affronte le 3<sup>e</sup> pour une place en finale.

Le tournoi prendra fin samedi avec la finale et le match de classement.

Le rendez-vous d'Agadir est inscrit dans le cadre de la préparation des Verts aux jeux Paralympiques de Rio (7-18 septembre) qui avait commencé quelques mois après le sacre africain en Algérie en novembre dernier, et prendra fin après le tournoi international de

Londres, prévu du 1<sup>er</sup> au 5 août, et auquel l'Algérie sera présente.

La compétition du Maroc permettra au staff technique algérien composée de Lahcene Tagmi et son adjoint Mustapha Brahimi, d'évaluer l'équipe, individuellement et collectivement, et d'en tirer les enseignements pour y apporter les correctifs nécessaires avant le tournoi olympique.

Lors du rendez-vous paralympique, l'Algérie évoluera dans le groupe B, aux côtés de l'Iran, de la Grande-Bretagne, de l'Allemagne, des Etats-Unis et du Brésil, alors que le groupe A est composé de l'Espagne, de l'Australie, du Canada, de la Turquie, des Pays-Bas et du Japon.



## Villes d'Alger-Centre et El Ayoun Reconduction prochaine de l'Accord de coopération et d'amitié

L'Accord de coopération, d'amitié et de solidarité entre la wilaya sahraouie d'El Ayoun (camps des réfugiés sahraouis) et la commune d'Alger-Centre sera reconduite prochainement, à l'occasion du lancement de la Semaine de la solidarité avec le peuple sahraoui, a annoncé le président de l'Assemblée populaire de la commune (APC) d'Alger-Centre, Abdelhakim Bettache. L'accord de coopération, d'amitié et de solidarité entre la wilaya sahraouie d'El Ayoun et l'APC d'Alger-Centre, signé le 26 mars 2002, sera reconduit à l'occasion de la Semaine de solidarité avec le peuple sahraoui, qu'abrèvera la commune d'Alger-Centre les 23 et 28 juillet en cours, à la place de la Grande-Poste à Alger, a indiqué M. Bettache dans une déclaration à l'APS. Dans le cadre d'un accord de jumelage entre la commune d'Alger-Centre et la ville sahraouie d'El Ayoun, une clause sera intégrée pour l'installation d'une commission composée de journalistes algériens et sahraouis en vue d'une meilleure couverture médiatique de la question du Sahara occidental, dernière colonie en Afrique, a précisé M. Bettache. Une caravane de solidarité avec le peuple sahraoui se rendra, à cette occasion, dans les camps des réfugiés sahraouis à Tindouf, composée de camions chargés de médicaments, de denrées alimentaires et d'articles scolaires, collectés par le mouvement associatif d'Alger. L'organisation, depuis 14 ans, de la semaine culturelle de solidarité avec le peuple sahraoui vise à préserver et mettre en exergue le patrimoine oral du peuple sahraoui, en tant qu'élément de la résistance et de défi à l'occupation. La manifestation culturelle prévoit l'installation d'une tente géante au niveau de la Grande-Poste reflétant les différentes traditions sociales et culturelles du Sahara occidental, dont des expositions de l'artisanat, des récitals poétiques et des soirées musicales.

R. Y.

### Nucléaire

## Téhéran appelle Washington à respecter ses engagements

Le ministre iranien des Affaires étrangères, Mohammad Javad Zarif, a appelé les Etats-Unis à privilégier la diplomatie aux intimidations et à respecter ses engagements, un an après la signature d'un accord historique sur le nucléaire iranien. L'accord signé entre Téhéran et le «groupe 5+1» le 14 juillet 2015 «a constitué une victoire de la diplomatie sur la coercition», a déclaré jeudi soir sur Twitter, le chef de la diplomatie iranienne. «Un rappel: les vieilles méthodes produisent les mêmes vieux échecs», a souligné M. Zarif. «Les progrès resteront difficiles à obtenir tant que la vantardise aveugle, la terne mise en oeuvre des engagements et les slogans seront privilégiés», a-t-il ajouté. «Le respect mutuel et le respect des obligations du Jcpoa (acronyme en anglais de l'accord, Ndlr) pour assurer les dividendes promis ouvriront de nouveaux horizons», a-t-il poursuivi. L'accord, entré en vigueur en janvier, a permis la levée d'une partie des sanctions internationales contre Téhéran en échange d'une limitation de son programme nucléaire à un usage civil.

R. I.



## Selon la police judiciaire «Il n'y a pas d'insécurité dans la wilaya de Tizi Ouzou»



Le chef du service de la police judiciaire de la Sûreté de wilaya de Tizi Ouzou, le commissaire de police Belaïd Yacine, a affirmé jeudi qu'«il n'y a pas d'insécurité à Tizi Ouzou». Ce même responsable qui a animé conjointement avec le chef du service sécurité publique un point de presse pour présenter le bilan d'activités des services de police durant le mois de Ramadhan, a précisé, en réponse à des questions de journalistes, qu'«il n'y a pas une grande criminalité à Tizi Ouzou et que la situation sécuritaire «n'est pas alarmante». Les représentants de la presse faisaient écho à une revendication de citoyens qui ont organisé, en début de semaine, une marche pour demander plus de sécurité suite à l'assassinat d'un gardien de parking à la nouvelle-ville de Tizi Ouzou. Le chef du service de la police judiciaire a observé, que durant tout le mois de Ramadhan qui a vu la mobilisation, au chef-lieu de

wilaya, de plus de 500 policiers dont des femmes mobilisées pour la première fois cette année, des familles et des femmes seules ou accompagnées de leurs enfants sortaient le soir après le ftour pour ne rentrer que vers l'heure du shour (l'aube), preuve que «la sécurité des biens et des personnes était garantie», a-t-il soutenu. Cette situation de sécurité, a-t-il poursuivi, a même encouragé des habitants des wilayas de Boumerdès et de Bouira à se déplacer à Tizi Ouzou pour veiller et assister à des manifestations culturelles ou de loisirs, en toute quiétude. Revenant sur l'affaire du gardien de parking (K M, 42 ans) assassiné dans la nuit du 23 juin dernier, à la nouvelle-ville lors d'une bagarre, ce même responsable a souligné la «rapidité avec laquelle les services de police ont interpellé les présumés assassins». «Deux heures après le crime et grâce à un travail de renseignements qui a permis de les identifier et de les loca-

liser, les présumés auteurs ont été appréhendés dans la localité d'Azazga (32 km à l'est de Tizi Ouzou), alors qu'ils étaient en fuite à bord d'un véhicule qui a été saisi», a-t-il expliqué.

Les armes de crime cachées dans la malle d'un autre véhicule ont été également saisies ainsi que ce second véhicule», a-t-il relevé.

Le commissaire Belaïd, a rappelé, que depuis le début de l'année en cours, il n'a été déploré que deux cas de mort avec armes blanches au niveau de la wilaya, ajoutant que les services de police poursuivent leurs efforts afin d'assurer la sécurité, à tous les niveaux, aux habitants de Tizi Ouzou.

Abordant l'intervention de la police lors des meetings et rassemblements du Mouvement pour l'autodétermination de la Kabylie (MAK, non agréé), il a expliqué que ces dernières, durant lesquelles des interpellations ont été effectuées, sont motivées par deux éléments qui sont «l'absence d'une autorisation dûment délivrée par les services habilités pour la tenue de ces manifestations et l'atteinte aux symboles de l'Etat dont l'emblème national».

Quant à l'intervention de ce même corps de sécurité lors de la fermeture du siège de la daïra d'Iferhounène suite au problème d'eau de la commune d'Illiltin, il a souligné que «dans ce genre de mouvement, la police n'utilise pas la force, car elle privilégie le dialogue et essaye d'être un médiateur entre les manifestants et les autorités concernées».

R. N.

### Adrar

## Découverte d'une cache contenant un lot d'armements

Une cache contenant un lot d'armements et de munitions a été découverte mercredi par un détachement de l'Armée nationale populaire (ANP) à Adrar, en coordination avec des éléments de la Sûreté nationale, indique jeudi un communiqué du ministère de la Défense nationale (MDN).

«Dans le cadre de la sécurisation des frontières et de la lutte antiterroriste, et grâce à la permanente vigilance de nos forces armées, un

détachement de l'ANP a découvert en coordination avec des éléments de la Sûreté nationale, le 13 juillet 2016, à Adrar (3ème Région militaire), une cache contenant un lot d'armements et de munitions», précise la même source. Cette opération a permis de récupérer «trois pistolets mitrailleurs de type kalachnikov, quatre obus pour mortier 82 mm et 1 829 balles de différents calibres».

Par ailleurs et dans le cadre de la sécurisa-

## ACTU...

### Tindouf

## Plus de 10 quintaux de kif traité saisis

Une quantité de 10,63 quintaux de kif traité a été saisie jeudi à Tindouf par les éléments des gardes-frontières, indique le ministère de la Défense nationale (MDN) dans un communiqué.

«Dans le cadre de la lutte contre la criminalité organisée, des éléments des gardes-frontières ont saisi, le 14 juillet 2016 à Tindouf (3ème Région militaire), 10 quintaux et 63 kg de kif traité et un véhicule tout-terrain», précise le MDN.

R. N.

### Tunisie

## Deux militaires tués dans l'accident de leur hélicoptère

Deux militaires tunisiens sont morts lorsque leur hélicoptère s'est écrasé durant un entraînement jeudi au sud de Tunis, a indiqué le porte-parole du ministère de la Défense.

L'hélicoptère d'entraînement s'est écrasé près de l'aéroport de Sfax-Thyna, à 260 km au sud de la capitale. «Les deux militaires à bord sont décédés», a dit Belhassen Oueslati, cité par l'AFP.

La cause de l'accident n'est pas encore connue. «Une commission technique a été formée pour la déterminer», a-t-il ajouté.

Le 30 avril 2002, 13 officiers dont le chef d'état-major de l'armée, le général Abdelaziz Skik, avaient été tués dans le crash de leur hélicoptère, à une soixantaine de kilomètres au nord-ouest de Tunis.

R. T.

### El Milia (Jijel)

## 19 blessés dans le dérapage d'un bus

Dix-neuf passagers d'un bus ont été blessés dans un accident de la route survenu jeudi à El Milia (sud-est de Jijel), a-t-on appris auprès de la Protection civile.

L'accident s'est produit à hauteur d'un pont sur la RN43 (Jijel - El Milia) lorsqu'un bus transportant des voyageurs a dérapé sur la chaussée, faisant 19 blessés, selon la chargée de communication de la Protection civile, le lieutenant Ahlem Boumala.

Les victimes ont été évacuées vers l'hôpital de la ville d'El Milia où elles ont été prises en charge pour des soins.

R. T.